

Cette fameuse loi de Conscription n'est-elle pas plutôt un "fake" gigantesque en vue des élections ?

LES OUVRIERS DE VICTORIA CONTRE LA CONSCRIPTION

Quinze cents ouvriers abandonnent le travail comme protestation contre cette loi inique et la situation est grave. — Pas de souscription à l'Emprunt de la Victoire.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Victoria, C.A., 15. — Quinze cents ouvriers de la Trail Smelter se sont mis en grève pour protester contre la mise en vigueur de la conscription. Ils ont refusé de se présenter aux tribunaux. La situation est grave. Des représentations ont été faites au gouvernement provincial, mais il n'est pas probable que la police provinciale sera employée pour faire observer la loi.

Le premier ministre Brewster a été en conférence aujourd'hui avec le major-général Lockie, du district, mais ce dernier n'a pu rien entreprendre sans un avis d'Ottawa. Le premier ministre a placé la situation devant les autorités d'Ottawa.

Les employés de la Trail Smelter, la plupart des étrangers, dit-on, sont déterminés de conserver leur attitude.

A une assemblée, tenue mardi, ils ont décidé de ne pas souscrire à l'Emprunt de la Victoire, et un grand nombre font des feux de joie avec la littérature de l'Emprunt de la Victoire.

LES ENVAHISSEURS AUSTRO-ALLEMANDS SONT TENUS EN ECHEC

LES NOUVEAUX EFFORTS DES ALLEMANDS POUR TRAVERSER LA PIAVE ONT ECHEC. — GRANDE RESISTANCE OPPOSEE PAR LES ITALIENS.

(Cable de la Presse Associée.)

Rome, 15. — Les Italiens ont déjoué les nouvelles tentatives de l'ennemi pour traverser la Piave. Ceux qui ont pu traverser sur deux points, les jours précédents, sont tenus en échec, a annoncé aujourd'hui le ministère de la guerre. Les autres attaques de l'ennemi ont été repoussées. Dans les montagnes du nord les Italiens ont fait une légère retraite. Les postes avancés sur le mont Tomaticio ont été transportés sur des positions déterminées d'avance.

Le texte du communiqué officiel a été publié ce soir : "L'ennemi a été plus actif sur notre front montagneux, de la zone de l'Asiago à la vallée de la Piave. Mardi soir il a lancé une attaque dans le secteur du mont Sissom. Meletta d'Avanti ; nos troupes lui ont opposé une grande résistance. Nous avons continué hier l'action avec succès dans le but de le repousser. Quelques groupes ennemis, après plusieurs contre-attaques, tentèrent de s'implanter, mais ils ont été repoussés.

"Hier matin, l'ennemi a lancé une attaque plus au nord, le long du front de Meletta d'Avanti-Monte Fior, Monte Castelgoberto, il a été repoussé. Il a répété sa tentative durant la soirée avec de plus grandes forces et une grande violence, il a encore échoué.

"Les colonnes qui s'avancèrent vers le front entre Frisone et le confluent des rivières Brenta et Cismon, ont été arrêtées sous le feu de notre artillerie. De grandes forces ont été lancées sur la ligne avancée entre les rivières Cismon et les rivières Piave. Sur le mont Roncone l'ennemi a été repoussé. Sur le mont Tomaticio nos postes avancés ont reculé, après avoir opposé une grande résistance aux positions préparées d'avance. Dans la direction de la Passa Quert une attaque ennemie a été paralysée.

"Sur la plaine la bataille continue."

M. GEO. CLEMENCEAU FORMERA UN NOUVEAU CABINET

LE PROPRIETAIRE DU JOURNAL "L'HOMME ENCHAINE" EST UN ENNEMI DES SOCIALISTES.

(Cable de la Presse Associée.)

Paris, 15. — L'ancien premier ministre M. Georges Clemenceau a accepté de former un nouveau cabinet.

Ce fut M. Georges Clemenceau, l'un des plus grands hommes dans la vie publique de France depuis plusieurs années, qui a commencé la campagne contre la propagande allemande en France, et c'est beaucoup sur cette ligne que le cabinet Painlevé est tombé. Les socialistes peuvent s'attendre maintenant à être éconduits, radicalement et rapidement. Le principal obstacle à cet emploi était l'implacable hostilité des socialistes, qui ne lui ont jamais pardonné ses méthodes drastiques de régler les troubles des ouvriers quand il était premier ministre.

M. Clemenceau est âgé de 76 ans. On rapporte que c'est un homme d'Etat plutôt destructeur que constructeur, et il a la réputation d'avoir renversé une vingtaine de cabinets. Depuis quelques années il n'a eu aucun portefeuille ne consacrant tout entier à son journal, "L'Homme Enchaîné", qui a été suspendu plusieurs fois à cause de ses trop fortes critiques sur le gouvernement.

LE GEN. PAYOLLE COMMANDERA LES FORCES FRANÇAISES EN ITALIE

LE GENERAL FOCH N'EST COMMANDANT QUE TEMPORAIREMENT.

Le gén. p. l.

(Dépêche de la Presse Associée.)

Washington, 15. — Le général Payolle commandera les armées françaises, envoyées en Italie. Le général Foch, chef de l'état-major français, n'est commandant des forces françaises que temporairement.

Une dépêche, arrivant de Nice, annonce que les trains transportant les troupes française et anglaise de France en Italie sont continuellement en mouvement. Les troupes sont toujours accueillies avec des transports de joie.

REVOLUTION DANS L'EQUATEUR

(Dépêche de la Presse Associée.)

Santiago, Chili, 15. — Des dépêches de Lima, Pérou, ont annoncé aujourd'hui qu'une révolution vient de se déclarer dans l'Equateur. On rapporte que plusieurs localités sont aux mains des révolutionnaires.

ON LE DIRAIT VRAIMENT A LA CONDUITE TENUE PAR LE GOUVERNEMENT DEPUIS QU'IL A CONÇU DE FAIRE VOTER CETTE INFAME LEGISLATION

Si M. Borden eut été sincère, il y a longtemps qu'il aurait consenti à accorder un referendum comme Sir Wilfrid Laurier le demande et le promet encore

TOUT DEMONTRE DANS LES ACTES DU GOUVERNEMENT QUE CETTE LOI DU SERVICE MILITAIRE N'EST QU'UNE ODIEUSE MANOEUVRE ELECTORALE

(Du Correspondant du "CANADA").

Ottawa, 15. — Si on en juge à la façon dont est conduite l'opération de la fameuse loi de conscription, on est porté à croire que c'est une gigantesque fumisterie que le gouvernement a montée au pays en vue des élections ; ça paraît être un "fake", bien conditionné.

M. Borden nous a dit qu'il fallait envoyer des renforts à nos troupes et nous voilà rendus à la mi-novembre et pas un soldat n'est encore sous les armes en vertu de la loi de conscription.

Mais la vérité vraie c'est que toute cette affaire a été organisée en vue des élections. Si M. Borden eut été sincère, il y a longtemps qu'il aurait accordé le referendum que Sir Wilfrid Laurier a toujours demandé et comme c'est le pays qui est le premier intéressé en cette affaire, il y a longtemps que le pays aurait décidé ce qu'il devait faire. Mais voyons donc comment toute cette affaire de conscription a été montée.

DE QUI EST VENUE LA DEMANDE DE RENFORTS ?

M. Borden revenu d'Europe, nous annonce que nos troupes nous demandent du renfort ; or les nouvelles qui nous arrivent et qui arrivent aux familles de soldats, depuis des semaines, nous prouvent que loin de demander du renfort, nos troupes ne veulent pas de la conscription pour ceux qui sont restés au pays. Et j'ai vu un grand nombre de lettres de soldats au front qui corroborent cette affirmation.

D'autre part loin de dire qu'elles ont besoin de renforts, les autorités anglaises, par la voix de leurs hommes les plus éminents, proclament que les réserves de l'armée anglaise sont innombrables ; que ce qu'il faut ce sont des vivres. Est-il besoin de rappeler le message du roi Georges V., les discours de Lord Milner, de Lord Northcliffe et l'article du "Manchester Guardian", du 8 septembre ? Les autres alliés n'ont pas non plus besoin de renforts ; et même la France, parle de rappeler une partie de ses troupes à l'arrière.

La seule demande de renfort qui est venue au pays, est celle du général Currie, un général en "draught", comme on dit dans le peuple ce général est avant tout un partisan politique qui a été gâté par ses maîtres et qui attend d'autres faveurs avant de revenir au pays.

Donc, personne ne nous demande de renforts, alors pourquoi la conscription ?

C'ETAIT POUR PREPARER LES ELECTIONS ?

Revenu au pays, M. Borden flanqué de "Bob" Rogers et de M. Hazen, savait qu'il n'obtiendrait pas une nouvelle prolongation de terme ; il lui fallait donc se préparer aux élections. Alors il lança la conscription, dans le but de troubler l'attention publique et de diviser les forces du parti libéral.

En troublant l'opinion publique, M. Borden a pu commettre les forfaits qui passeront dans l'histoire sous les noms du scandale du Canadien-Nord, du scandale du vote des soldats, du scandale de la loi électorale.

Le scandale du Canadien-Nord, remplissait la caisse électorale ; le vote des soldats permettrait de voler les élections au pays ; et la loi électorale privait du droit de vote des milliers de sujets canadiens et de femmes qui ont autant droit de voter que les parents de soldats. De plus, la loi de conscription enlève le droit de vote à ceux qui ne s'y soumettent pas et ne l'accorde pas à ceux qui s'y soumettent. Tout cela ne contribuait qu'à aider au parti Borden.

Seulement le parti libéral était bien puissant, il fallait l'affaiblir et pour cela il n'y avait qu'à le diviser. C'est ce que la conscription a réussi à faire. Toutefois M. Borden avait cru qu'en divisant le parti libéral, il forcerait Sir Wilfrid Laurier à démissionner. Il fut déçu. Sir Wilfrid ne démissionna pas. C'est alors que le gouvernement fit annoncer dans sa presse à gage que Sir Wilfrid Laurier allait démissionner. Il fut encore déçu.

La coalition se forma avec le nom "Win-the-War".

La conscription votée, M. Borden forma les tribunaux d'exemption et invita Sir Wilfrid Laurier à coopérer avec lui à cette organisation ; il se disait : s'il refuse on le dénoncera pour désobéir à la loi, et s'il consent on dira qu'il n'est pas franc, puisqu'il participe au fonctionnement de la loi qu'il désapprouve ; dans un cas comme dans l'autre Sir Wilfrid sera compromis. Là encore, M. Borden fut déçu. Sir Wilfrid, voyant le piège se rendit à tout ce que demandait M. Borden, tout en continuant de protester avec énergie contre cette loi inique, à laquelle il fallait obéir, puisqu'elle avait reçu la sanction royale.

Ayant décidé que tous ceux qui n'obéiraient pas à la loi seraient privés du droit de vote, M. Borden crut que personne n'y obéirait tant l'indignation était grande dans le peuple. Et une fois de plus, M. Borden est déçu, puisque presque tous les conscrits se sont soumis à cette loi.

LE FIASCO DE M. BORDEN.

Nous sommes à la veille de l'élection et nous voyons maintenant à quel fiasco la tentative de M. Borden est arrivée.

Pour avoir voulu diviser le parti libéral, il a uni plus étroitement tout le peuple. Pour avoir voulu écarter Sir Wilfrid Laurier de la vie publique il a réussi à lui donner plus de prestige et à le faire grandir de plus en plus dans l'estime populaire.

Pour avoir voulu s'emparer de toute la presse du pays, il n'a fait qu'aviver les protestations de l'électorat.

L'élection s'en vient et tous ceux que M. Borden voulait déqualifier vont prendre les "polls" d'assaut pour voter contre lui. Les parents de soldats dont M. Borden escomptait le vote, vont s'unir pour le chasser du pouvoir, afin de le chasser de tous ses forfaits.

C'est donc un fiasco complet qu'a rencontré M. Borden, et le 17 décembre ce sera le désastre qu'il mérite, lui d'abord et sa fameuse coalition d'intérêts sordides.

Il sera ainsi bien puni de sa gigantesque fumisterie de la conscription.

ACTION DE L'ARTILLERIE

(Cable de la Presse Associée.)

Paris, 15. — Le communiqué officiel suivant a été publié ce soir :

"A l'exception d'une violente action de l'artillerie au nord de Braye-

en-Laonnais et sur la rive droite de la Meuse, il n'y a rien à rapporter.

"Front Oriental, 14. — Il y a eu une légère activité, de l'artillerie sur tout le front. Des combats entre patrouilles ont eu lieu dans la région des lacs.

♦

CREDITS DE GUERRE EN HOLLANDE

Amsterdam, 15. — Un crédit supplémentaire, augmentant l'extraordinaire crédit de guerre pour 1917, de cent soixante millions de florins, a été soumis à la seconde Chambre du Parlement hollandais. Il comprend trois millions de florins pour le service aérien, vingt millions de florins pour l'artillerie et près de dix-neuf millions de florins pour l'amélioration de nos positions.

LA CAMPAGNE SOUS-MARINE A COMPLETEMENT ECHEC

C'ETAIT LE SEUL ESPOIR DE L'ALLEMAGNE ET LA SEULE ANXIETE DES ALLIES.

(Dépêche de la Presse Associée.)

New-York, 15. — M. Arthur Pollen, le célèbre expert militaire anglais a fait la déclaration suivante à la Presse Associée sur la campagne sous-marine et les autres crises en Europe :

"La nouvelle extraordinaire que la campagne sous-marine allemande a été un fiasco balance les revers dans la situation politique et militaire en Europe. La campagne sous-marine est défaite. C'est l'événement le plus important depuis que les Etats-Unis sont entrés en guerre. Ceci signifie que nous pouvons tous nous reposer en attendant que les Etats-Unis entrent réellement en liste.

"Il y a six mois le torpillage des navires comptait neuf millions de tonnes par année. Si cette perte avait continué, les Allemands avaient le droit de s'attendre non à une victoire militaire mais à une paix, ce qui aurait été moins qu'une défaite.

"C'était le seul espoir de l'Allemagne et la seule anxiété des Alliés. Chacun, y compris le plus haut commandant allemand savait qu'avec la communication certaine de la mer, la défaite militaire de l'armée allemande était certaine. Dans la première quinzaine de novembre la perte des navires anglais, dépassant 1,600 tonnes est tombée à environ à un million de tonnes par année. La capacité actuelle de la construction des navires de la Grande-Bretagne peut combler cette perte en l'espace de huit mois.

"On ne doit pas s'attendre que ces pertes de navires seront toujours les mêmes. Elles peuvent varier. Mais elles ne causeront jamais un retard."



PARURES DE FOURRURE

ORIGINALES, GRACIEUSES, CONFORTABLES

Parmi les dernières nouveautés de la saison, nous signalerons d'exquises collets en taupé, en vison, en hermine et en kolinski ; de très jolies étoles en skunk, en Seal d'Hudson et en Mouton de Perse et de ravissants manchons en divers genres de fourrures.

Tous ces modèles sont actuellement en exposition dans nos salons de vente où les visiteurs peuvent les admirer à loisir.

Comme toujours nos créations sont l'expression de la plus pure recherche et de la plus parfaite distinction. Visitez-nous, consultez-nous avant de faire vos achats de fourrures. Nos prix sont très modérés.

Chas. Desjardins & Co
Limitée
130, SAINT-DENIS.

FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EN RUSSIE

Tous les partis, à l'exception des riches, y seraient représentés.

KERENSKY PRES DE PETROGRAD

(Cable de la Presse Associée.)

Copenhague, 15. — (11.30 hrs. p.m.) — Une dépêche d'Helsingfors au "Politiken" dit que le comité militaire a reçu hier soir par téléphone la nouvelle suivante : "Lorsque les troupes révolutionnaires ont repris Gatchina, Kerensky, avec trois à cinq mille hommes s'est retiré vers le sud. Un ordre a été donné pour couper sa retraite, et une partie de l'armée du nord a été envoyée pour l'attaquer en arrière.

"Le peuple semble avoir perdu confiance en Léline et en Trotsky. On a l'intention de former un gouvernement de coalition, avec des représentants de tous les partis, excepté les riches. La première tâche du gouvernement sera de faire la paix avec l'ennemi."

Londres, 15. — (11.45 hrs. p.m.) — Suivant une dépêche de Pétrograd à "L'Exchange Telegraph", datée de mercredi, 14 : Les détachements Kerensky sont à proximité de Pétrograd.

SUCCES BELGES

LES TROUPES BELGES ONT FAIT AVEC SUCCES UN RAID AU NORD DE DIXMUDE.

(Cable de la Presse Associée.)

Londres, 15. — Le communiqué officiel suivant a été publié ce soir :

"Hier après-midi des groupes ennemis de reconnaissance essayèrent d'approcher de nos lignes dans le voisinage du bois de Poidechoek, au nord du chemin de Menin, mais ils furent repoussés avec pertes.

"Dans la nuit du 13-14 les troupes belges ont pénétré dans les lignes ennemies, au nord de Dixmude et ont détruit un grand nombre de redoutes ennemies. Un raid ennemi, exécuté la nuit dernière, au nord de Bixchoote, a été repoussé sous le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses.

♦

LES DELEGUES AMERICAINS A L'ELYSEE

Paris, 15. — La délégation du Congrès américain a été reçue ce matin par le président, M. Poincaré, au palais de l'Elysée. Les délégués ont été présentés par M. Henry Franklin-Bouillon, ministre des missions à l'étranger.

LA COOPERATION AMERICAINE DANS LA GUERRE

Londres, 15. — Commentant la part de l'Amérique dans la guerre, le "Daily Express" dit :

"Si les énormes ressources des Etats-Unis doivent être employées avec efficacité, il est clair que sa coopération doit être complète et sans réserve. Nous allons même plus loin et disons que l'utilité du nouveau conseil de guerre allié dépend entièrement de la présence de représentants américains à côté des Anglais, des Français et des Italiens."

♦

DECLARATION DU GENERAL MAURICE

Londres, 15. — Le major-général F. B. Maurice, directeur des opérations militaires au ministère de la guerre, a dit, aujourd'hui, que les troupes franco-anglaises ne pourraient coopérer avant quelques jours sur le front italien.

Le général Maurice a dit : "La situation italienne est extrêmement critique et restera la même d'ici quelques jours. Si les Italiens n'arrivent pas à se maintenir sur la ligne de la Piave, il est presque certain que Venise tombera. Il dépend seulement des Italiens de tenir la ligne de la Piave, car les troupes franco-anglaises ne pourront être sur la ligne du front avant quelques jours."

UNE photo-croquis de mal bâlé est fusé et la qualité du recrutement.

A. BARRER.

CHRONIQUE DES SPORTS

Le véritable athlète doit faire de tous les sports et s'être champion dans aucun.

H. HAUGER.

LES PROPOS DU MONDE SPORTIF

(Par le GLANEUR)

BORDEN ET LES COURSES.

Il est question que le gouvernement rétablisse les courses au Canada l'an prochain. Comme M. Borden a pris toutes les libertés depuis quelque temps, notre confrère du "Herald" laisse entendre qu'il procédera par sélection l'an prochain, et que certaines pistes seront mises à l'index. Ceci ne surprendra personne, car les méthodes prussiennes de Borden & Cie, sont très connues du public. Mais, il nous reste une consolation; il ne sera peut-être pas réélu aux prochaines élections.

DES SOLDATS-BOXEURS.

LES Américains veulent faire des boxeurs de leurs soldats. Dans tous les camps d'entraînement plus de 4,000 soldats reçoivent quotidiennement une leçon de boxe. Les "Fritz" ne seront donc pas à la hauteur de la situation dans les corps d'armes.

UNE MAUVAISE PRESSE.

LES journaux de la Ville-Reine ne cessent de taquiner les magnats de la N. H. A. qu'ils accusent d'employer des "rum-shoe methods" à l'endroit des clubs dont ils veulent se débarrasser. C'est un peu au hockey comme en politique. La littérature ontarienne, du moins celle de Toronto dégoûte tout le monde et crée des inimitiés à ceux-là mêmes qu'elle veut protéger.

LA FRATERNITE EST VIVANTE.

LA Fraternité des Joueurs de Baseball que l'on croyait défunte vit encore. En effet, les tribunaux de l'Etat de New-York viennent de lui donner gain de cause dans la réclamation qu'elle faisait pour le teneur Hagman, contre les Red Sox. Les propriétaires des Boston devront payer plus de \$1,000 à la Fraternité. Dave Fultz est toujours debout.

SUCCES A M. C. POWER.

M. Charles (Chubby) Power, l'ancien joueur de hockey bien connu du club Québec sera candidat de Sir Wilfrid Laurier dans Québec-Sud. Il va sans dire que nous lui souhaitons plein succès. M. Power a été décoré de la Croix Militaire au cours des deux années qu'il a passées au front. Lieutenant réformé pour cause de blessures, notre vaillant sportsman se présente comme anti-conscriptiviste.

LE HOCKEY DE LA CITE A OTTAWA

La ligue locale sera composée de six clubs et sera régie par une Commission.

Ottawa, 15.—La ligue de hockey de la Cité a tenu une assemblée cet après-midi, mais rien n'a été définitivement transigé, vu que plusieurs clubs ont demandé leur admission dans la série. Jamais autant d'enthousiasme n'a été manifesté pour le hockey local. Le président Guy Boyce et le secrétaire Healy sont d'avis qu'une bonne ligue de six clubs se

TOUT EST "CUI" POUR LA NOUVELLE LIGUE PROFESSIONNELLE

Le secrétaire Calder dressera le calendrier des joutes dès que le club Québec aura donné sa réponse.

Il est maintenant certain que la nouvelle ligue professionnelle de hockey ne déviendra pas des plans d'organisation avant la fin de cette semaine. Il semble que "tout est cuit et bien préparé" car on n'attend que la décision du club Québec pour mettre la saison. Le secrétaire Frank Calder aurait même été autorisé à préparer le calendrier des joutes qu'il présentera quelque temps après que Québec aura pris une décision définitive. Des négociations ont été entamées,

parait-il, entre les directeurs du club Québec et quelques amateurs locaux qui risqueraient quelques dollars pour financer la saison des Bulldogs. Si les Québécois se retirent, Toronto aura des chances de se faire admettre. Si au contraire les Québécois restent au poste les joueurs des Toronto seront distribués à tous les clubs après un tirage au sort. En attendant les clubs locaux se préparent. Les Wanderers veulent être très au point cette année, car Art Ross entend mener rondement les choses.

LE ROYAL CANADIEN D'OTTAWA

CE CLUB S'EST ORGANISE SUR DES BASES SOLIDES. — A LA CHASSE DE LA COUPE ROSS.

Ottawa, 15.—Enfin, notre club favori, le Royal Canadien, champion de la ligue de la Cité, champion amateur de la localité et aspirant champion amateur de l'Est canadien, s'est organisé pour la prochaine saison. Les habitants ont tenu, hier soir, une enthousiaste assemblée annuelle et s'illustrent en luttant par l'esprit qui régnait hier, on peut compter sur une année de succès.

Tout ce que la basse-ville compte de sportsmen ont décidé de prêter main-forte au club, afin de le pousser encore une fois au sommet des honneurs dans le monde du hockey de la capitale.

La guerre et les menaces de conscription n'ont certainement pas effrayé nos Royaux; ils ont procédé à un aplomb qui devrait faire passer l'année plus d'une organisation de sportsmen ont cependant eu une pensée sympathique pour ceux de leurs membres qui luttent la-bas pour la bonne cause ou qui déjà dorment sous un sol étranger.

LES VETERANS AU POSTE

Il fait plaisir de noter que tous les porte-couleurs de l'an dernier seront au poste; c'est donc dire que les exploits qui ont fait le succès du Canadien se renouvelleront sous l'égide d'hommes aguerris.

On ne tardera pas à se mettre à l'œuvre; la grande nouvelle croit que vendredi de cette semaine, le clai-

ron sonnera l'appel aux armes et tous les aspirants joueurs seront invités à faire du gymnase d'ici l'apparition de la glace.

Le chef Graham a gracieusement placé le gymnase de la caserne No 4, à la disposition de la troupe canadienne-française et nous sommes convaincus que tous sauront profiter de cette œuvre; il y aura courses, sauts et surtout "basketball"; c'est la l'exercice d'intérieur par excellence, pour dégourdir les muscles et leur donner le coup d'antan.

LA CHASSE A LA COUPE ROSS

Il est presque entendu que le Royal Canadien ira à Québec en décembre, à la poursuite de la Coupe Art Ross, détenteurs actuels de la coupe Art Ross. Les locaux envisagent cette randonnée avec espoir et confiance. Comme les athlètes de l'an dernier seront en uniforme et qu'ils peuvent faire aussi bon figure cette année qu'en 1916-17, il n'y a aucun obstacle sérieux qui puisse entraver leurs progrès et leur enlever la victoire dans la vieille capitale.

Quant la saison ouvrira à Ottawa, le Royal Canadien sera au grand complet; tous les vétérans seront au poste; ceux que l'on craignait perdus, reviennent au bercail. On verra donc à l'œuvre Vic Scott, Bill Mooney, Oscar Leprie, Tommie Church, Sam Coderre, Mottat Layeux, Duval, Leo Matton, McPhail, Girard, Pratt, Phil St. Amant, Maurice Brenot, Mod. Guillemin, Sam. Benoit, Emile Desjardins, Phil. Mullin, "Mose" Gagné.

LA BOXE ET M. WHITMAN

LE GOUVERNEUR DE L'ETAT DE NEW-YORK PRETEND QUE LA BOXE N'EST PAS HORS LA LOI.

Buffalo, 15.—Au cours de sa dernière visite à Buffalo, le gouverneur Whitman, de l'Etat de New-York, a déclaré que la loi n'empêcherait pas les combats de boxe légitimement disputés. "Je ne sais qu'il y a une loi défendant la boxe dans l'Etat, a-t-il déclaré. Les clubs pourrout organiser des combats pour leurs membres, mais des rencontres professionnelles comme il s'en est déjà disputé ne seront plus tolérées dans l'Etat de New-York."

PAS DE "TROISIEME" LIGUE

Louisville, Ky., 15.—Les magnats du baseball qui assistaient à la réunion de l'Association Nationale sont retournés chez eux ce soir. Le projet de former une troisième ligue majeure a été défilé.

UN PROJET EREINTE

L'ORGANISATION D'UNE TROISIEME LIGUE MAJEURE DE BASEBALL SEMBLE IMPOSSIBLE.

Louisville, Ky., 15.—Les clubs de baseball de l'Association Nationale ont pratiquement déjoué les plans des magnats des ligues majeures pour former une troisième ligue qui se serait organisée à même les circuits de l'Association Américaine et de la ligue Internationale. C'est le président Kearney, de la ligue Three I, qui a mis les obstacles en proposant que la réorganisation des ligues mineures pendant la guerre ne s'étende pas à ces ligues de dénomination supérieure à celle de la classe B. Le président Sexton, de l'Association Nationale, s'est prononcé dans le même sens.

CONCERTS

TROIS CONCERTS INCOMPARABLES EN PERSPECTIVE

Louis H. Bourdon, l'infatigable impresario, qui nous a regalé déjà de tant de concerts de premier ordre, et dont les efforts pour la diffusion de l'art véritable, à Montréal et au Canada, sont depuis longtemps connus, n'a pas abandonné la partie. Loin de là, il nous annonce pour prochainement, une série de concerts qui ne manqueront pas d'attirer tout ce que Montréal compte de dilettantes. C'est d'abord le quatuor Dubois, qui, le 29 novembre, en la salle Ladies Ordinary, au Windsor, reprendra sa huitième saison de musique de chambre, par une série de six concerts. Hâtons-nous de le dire, que sans les quatuor Dubois, on n'aurait jamais connu à Montréal, toutes les beautés réelles de la musique de chambre. Le 29 de novembre, à la salle Windsor, cette fois, il nous fera entendre l'un des plus célèbres virtuoses du monde entier, Mischa Elman, le pianiste par excellence; peut-être le seul successeur du grand Paderewski, qui vient d'obtenir un triomphe phénoménal aux Etats-Unis. Enfin, au Monument National, cette fois, le grand festival de musique russe par l'orchestre russe de Modest Altschuler, le 10 et le 11 décembre. Qu'il suffise de dire que des milliers de personnes ont regretté d'avoir manqué cette audition unique, il y a deux ans et attendent ces nouvelles auditions. Ce sera le clou de la saison.

MADemoiselle RITA JOLIVET

LA CELEBRE ACTRICE FRANCAISE, DANS LA VIE PRIVEE LA COMEDIE DE L'AMOUR, SERA A L'OUVERTURE DU THEATRE LOUPOUR PARLER EN FAVEUR DE L'EMPRUNT DE LA VICTOIRE.

Rita Jolivet, la célèbre actrice française, fameuse étoile de la scène et de l'écran, a accepté l'invitation du comité local de l'Emprunt de la Victoire et de sir Thomas White, de venir à l'ouverture du théâtre de vaudeville Marcus Loew, lundi soir prochain, pour parler en faveur de l'Emprunt de la Victoire.

La venue de madame Jolivet (comtesse de Cippico) est particulièrement appropriée à la situation. Elle a deux frères dans l'armée française, tous deux sont blessés. Elle a passé la plus grande partie de sa vie en Angleterre, et elle a remporté de nombreux succès dans le théâtre américain. Deux fois elle est allée sur le front en France, sous escorte officielle, pour aller jouer "avant les soldats". Elle était sur le "Lusitania" quand ce navire a été torpillé par un sous-marin allemand; elle n'a été recueillie qu'après avoir passé trois heures dans la mer. C'est à mademoiselle Jolivet que Charles Frohman, l'écrivain dramatique bien connu, dit des mots mémorables: "La mort est la plus grande aventure de la vie."

En plus de cela, mademoiselle Jolivet a été une aide précieuse pour l'Emprunt de la Liberté aux Etats-Unis, et par une semaine de tournées dans les théâtres américains, elle a levé plus d'un demi-million de dollars. Après son mariage avec le comte de Cippico, elle abandonna la vie publique et elle ne consentit à retourner à l'écran que pour aider la patrie dans la grande guerre. Comme résultat, une compagnie fut formée dirigée par Mlle Jolivet et un grand drame intitulé "Lest we forget" fut produit. Le fond était basé sur le torpillage du "Lusitania", et c'est une leçon au peuple des Etats-Unis et du Canada démontrant ce que signifiait une victoire allemande. Cette vue cinématographique sera montrée sous peu en Canada.

L'on est actuellement à élaborer un programme pour recevoir mademoiselle Jolivet, et elle occupera probablement une place éminente dans la parade de l'Emprunt de la Victoire lundi prochain. A New-York, c'est elle qui fut choisie pour baptiser le sous-marin allemand que l'on verra ici et pour hisser le drapeau sur le submersible dans le Central Park.

LE C. N. R. NE DEMANDE PAS D'EXEMPTION

Toronto, 15.—Les membres de l'exécutif du Nord-Canadien ne demandent d'exemption pour aucun employé de la classe A. La compagnie considère qu'il est essentiel que l'exploitation du réseau se continue, mais qu'il appartient aux tribunaux de décider si un employé doit rester à l'emploi de la compagnie ou être affecté par le service militaire.

IL SUCCOMBE PRES DE LA MALADE

Vercheres, 15.—Dimanche après-midi, le docteur Polydore Dansereau fut appelé à Ste-Théodose, chez Madame Albert Larose, gravement malade. Le médecin dut faire une opération chirurgicale difficile. Se sentant tout à coup pris de malaise et pour ne pas tomber par terre, il se jeta sur le lit de la malade et expira pres d'elle à l'instant.

LE DR ROLLER EST PEUT-ETRE TROP OPTIMISTE

Il escompte une victoire contre Waldeck Zbyzco pour mercredi prochain. — Le Polonais n'est pas homme à se laisser tomber facilement.

Le Dr Roller et Waldeck Zbyzco feront mercredi soir une grande lutte au genre libre au Parc Sohmer. Ces deux hommes ont été inoccupés depuis quelque temps, car aux Etats-Unis comme au Canada la conscription sélective a jeté un certain désarroi dans le monde sportif. Le Dr Roller, qui fait une spécialité de la culture physique est toujours frais et dispos, mais il en sera peut-être autrement de Zbyzco qui n'a guère eu le temps de s'entraîner, parce qu'il a été trop occupé durant le dernier mois à échapper aux griffes des recruteurs Américains. Le Polonais est quand même confiant, car il n'a pas encore rencontré en Amérique

de rival capable de lui faire toucher les deux épaules au matelas. Au cours du dernier tournoi de New-York, Aberg réussit à le tomber, après trois heures de lutte, mais il est à noter que Zbyzco s'était blessé au bras droit dans la première demi-heure de la rencontre et qu'il resta quand même à lutter en se servant à proprement parler que d'une main. Depuis lors Aberg a soigneusement évité de se rencontrer avec le Polonais, car il sait que Waldeck lui remettrait sûrement le change. Le Dr Roller, malgré toute la science et l'agilité qu'on lui connaît aura sûrement à travailler pour se débarrasser du champion mondial. C'est pour mercredi prochain au Parc Sohmer.

PLUS DE TRENTE-SIX MILLIONS DANS LE TRESOR NATIONAL

Les rapports indiquent que les souscriptions à l'emprunt canadien ont été de \$36,811,475.

Un rapport du ministère des finances indique que \$36,811,475 ont été jusqu'à date souscrits à l'emprunt de la Victoire dans tout le Dominion. A Montréal, le travail va rondement. Les souscriptions ont un peu ralenti, hier, mais malgré le fléchissement, les capitaines des équipes peuvent se vanter d'avoir reçu une somme de près de deux millions souscrite par les compagnies suivantes:

Ogilvie Flour Mills Co.	\$100,000
London & Lancashire Life.	150,000
Sir Vincent Meredith.	100,000
Montreal Cottons, Ltd.	100,000
Montreal Trust Co.	100,000
Liverpool, London & Globe.	100,000
Dr. E. W. Skiff.	50,000
Guarantee Co. of N. A.	50,000
McDougal & Cowans.	50,000
A. Baumgarten.	50,000
E. S. Jacques.	50,000
Shedden Forwarding Co.	25,000
John Eaton.	25,000
W. A. Black.	25,000
H. W. Baerlecker.	25,000
Consumers' Carriage Co.	10,000

Les souscriptions privées sont encore malgré toutes les demandes d'un nombre assez restreint. C'est surtout ce dont on se plaint. Comme le déclarait à l'ouverture de la campagne lord Shaughnessy, c'est l'argent des classes ouvrières que l'on voudrait voir souscrire à l'emprunt.

Le bureau de contrôle de la ville a promis de faire tout en son pouvoir pour aider à la campagne malgré l'état financier précaire de la ville. Il en est de même des échelons de la ville de Maisonneuve. Des orateurs se sont fait entendre dans tous les théâ-

tres de la ville, hier, et continueront de le faire faire aujourd'hui. Le Canadian Sugar Refinery s'est engagée à déboursier la balance de toute souscription faite par les conscrits de la classe "A" s'ils venaient à être appelés sous les drapeaux avant de finir de payer leurs souscriptions.

L'EQUIPE No 1

Une erreur s'est glissée dans l'énumération des membres de l'équipe No 1 de l'Emprunt de la Victoire, publiée il y a quelques jours. Nos lecteurs voudront bien y ajouter les noms de MM. J. R. Genin, J. A. Trudeau, L. H. Desautels et Jérôme Laurence.

M. De Gaspé Beaubien est le président de cet équipe.

AU SEMI-READY

Le comité industriel de l'Emprunt de la Victoire a donné vers 11 heures, hier matin, une petite représentation cinématographique aux employés de la fabrique Semi-Ready, rue Guy. Les employés ont pu voir pendant quelques instants du plaisir de voir leurs confrères en confection à l'ouvrage sur la toile.

Après cette petite récréation, des membres du comité parcoururent en français et en anglais, encourageant hommes et femmes à fournir leurs souscriptions à l'Emprunt de la Victoire. Quelques milliers de dollars ont été recueillis et la compagnie Semi-Ready s'est engagée à donner à l'Emprunt de la Victoire un montant égal à celui de ses employés.

LES MALADES HOSPITALISES PAR LA VILLE DE MONTREAL

Par un amendement à la charte, la ville réclamera le pouvoir de se faire payer les frais encourus pour l'entretien ou le traitement de tel malade qui n'aura pas eu son domicile en ville au moins un an avant son hospitalisation.

Un sujet qui a déjà été maintes fois débattu et qui fait le cauchemar de nos institutions de charité est revenu sur le tapis, hier, au conseil, à l'occasion de l'étude des amendements à la charte. Il s'agit de l'hospitalisation des malades venant de la campagne dans les divers établissements de secours de la ville de Montréal.

Le rôle secourable assumé par la métropole lui occasionne annuellement d'assez forts déboursés, outre qu'il lui arrive souvent de ne point trouver place pour ses propres infortunés.

Pour remédier à cet état de choses le conseil de ville soumettra à l'approbation de la législature l'amendement suivant: "Dans tous les cas où un malade souffrant de tuberculose, maladie incurable ou contagieuse est interné dans un hôpital aux frais de la cité

de Montréal, et que ce malade n'a pas son domicile dans ladite cité depuis au moins un an, la cité peut alors faire payer les dépenses d'entretien du séjour, du traitement, du transport ou toute autre dépense de ce malade dans l'hôpital par la cité, la ville ou la municipalité du comté dans les limites de laquelle le malade avait son domicile antérieurement. La cité, ville ou municipalité de comté qui paiera à la cité de Montréal toute somme d'argent en vertu de cette section pourra se faire rembourser par le malade ou par les personnes tenues en loi à son entretien."

La version initiale limitait à six mois seulement la durée du séjour antérieur du malade à Montréal; elle fut étendue à un an à la suggestion de l'échevin Larivière qui en appuyé l'opportunité de quelques considérations dont nous avons rapporté plus haut la substance.

LA LOI DES ELECTIONS EN TEMPS DE GUERRE

Quelques opinions d'avocats en vue sur le fonctionnement de la nouvelle législation. — Ceux qui obtiennent le droit de vote et ceux qui le perdent. — Certains cas particuliers.

Afin de répondre aux nombreuses demandes de renseignements qui sont faites sur le fonctionnement de la loi des élections en temps de guerre, on a cru bon d'interroger quelques avocats en vue sur l'interprétation qu'il convient de donner à la nouvelle loi.

Me Aimé Geoffroy, du bureau législatif de la ville de Montréal, nous a donné les explications suivantes: "Le gouvernement n'a pas le droit d'empêcher de voter un jeune homme appelé dans la première classe et qui ne s'est pas rapporté tant que ce jeune homme n'a pas été arrêté et condamné par les tribunaux."

"La tâche de l'émendement consiste à ajouter à la liste électorale les noms des femmes et parents de soldats qui obtiennent le droit de vote par la nouvelle loi et à retrancher les noms de ceux qui sont déqualifiés par la loi fédérale. Les personnes intéressées dans ces deux cas peuvent porter plainte auprès de l'émendement si elles croient avoir été lésées par la loi."

"Sont privés du droit de vote de par la nouvelle loi, ceux qui ne peuvent faire le service militaire pour raison de conscience, les autistes et ceux qui ont été trouvés coupables

d'avoir violé l'acte du service militaire. "L'une des caractéristiques de la nouvelle loi, c'est que les électeurs militaires libérés honorablement et qui ne sont pas sur la liste électorale peuvent aussi voter. De plus, si l'électeur n'est pas résident au pays, mais est absent pour raison militaire, il a lui aussi le droit de vote."

M. CHARLEMAGNE RODIER

Me Charlemagne Rodier dit que les élections se feront sur la dernière liste électorale provinciale de 1916. La nouvelle loi donne additionnellement le droit de vote aux mères, aux grands-mères, aux épouses, aux veuves, aux filles, aux sœurs non mariées, ainsi qu'aux pères, aux grands-pères de la catégorie de soldats privilégiés, qui n'ont pas le revenu tel que pourvu par la loi provinciale et qui autrement, auraient pas le droit de vote.

Ce ne sont pas tous les soldats qui donnent ainsi à leurs proches masculins et surtout féminins le droit de vote. Ce sont les soldats qui ont traversé l'Atlantique, pour l'Angleterre, la France; pour se rendre en Grèce, en Egypte, en Asie ou sur les autres lieux de combat.

Le Canada

est en vente dans tous les dépôts de la ville et de la banlieue.

Si vous ne pouvez vous procurer

Le Canada

chez le dépositaire de votre localité, téléphonez à

MAIN 7697—de 5.30 p.m. à 7.30 a.m.

MAIN 3058—de 7.30 a.m. à 5.30 p.m.

AMUSEMENTS

NATIONAL FRANÇAIS

CETTE SEMAINE Pour les représentations de M. VARILLAT LA MASQUETTE

Opérette en 3 actes de Andran

Matinée: Mardi, mercredi, jeudi et samedi. 187-5-A

"Les soldats demeurés au Canada ou qui ne sont allés qu'à Bermudes, pour commencer ou compléter leur entraînement, n'ont pas ces privilèges. Notons, toutefois, qu'un soldat revenu du front, qu'il soit libéré ou même mort, donne les mêmes privilèges à ses proches.

De plus, tous les marins appartenant à la marine canadienne ou à la marine anglaise naviguant soit dans les eaux de l'Atlantique ou du Pacifique, soit seulement sur le bord de nos côtes, ont également tous les privilèges des soldats sur les champs de bataille. Ce privilège ne s'attache pas seulement aux soldats, mais est également accordé aux femmes faisant partie des forces expéditionnaires canadiennes aux mêmes conditions que celles requises pour les soldats.

"Un point important est celui qui concerne les énumérateurs attachés aux bureaux des officiers rapporteurs et qui auront à compléter les listes provinciales suivant les dictées ci-dessus.

Le commissaire leur travail dès maintenant dans chaque arrondissement et communiquer à l'officier rapporteur la liste des votants additionnels. Cette liste sera affichée subsequmment entre le cinquième et le quinzième jour précédant le jour du vote. Durant ce laps de temps de dix jours, l'officier rapporteur tiendra son bureau ouvert deux heures par jour pour corriger les listes et y ajouter les noms de celles ou ceux qui auront été oubliés, sur affidavit de ces derniers.

"Le privilège accordé aux femmes va encore plus loin: Celles qui s'adresseront à l'officier rapporteur entre le cinquième jour de la votation et le jour de la votation inclusivement pourront encore voter sous serment; mais leurs bulletins seront placés dans une enveloppe à part afin de ne servir que dans un cas de recotage ou de contestation.

"Reste maintenant le point le plus important à traiter. Les votants d'âge militaire et appartenant à la classe actuellement appelée sous les armes, qui ne se sont pas fait enregistrer, et qui n'ont pas demandé d'exemption, pourront-ils voter? Je n'hésite pas à certifier que oui. Je me base sur l'article 67 de la loi électorale, paragraphe 1, qui dit que les personnes qui suivent ne peuvent voter à une élection: "Chaque personne qui a été trouvée coupable d'une infraction à la loi concernant le service militaire adoptée en l'année 1917".

Il faut donc pour qu'un votateur soit privé de son droit de vote, qu'il ait été trouvé coupable d'une infraction; et il ne peut l'être qu'après procès et un jugement en dernier ressort. Ainsi un non enregistré, pour être privé de son droit de vote devra avoir été amené devant un tribunal, trouvé coupable et condamné.

M. J. A. LAMARCHE, la nouvelle loi est une loi mal préparée. Ainsi, par exemple, dans l'Alberta, où les femmes avaient le droit de vote avant l'adoption de cette loi, et étaient supposées s'être consacrées aux œuvres de la Croix-Rouge et autres œuvres de bienfaisance, on les récompense en leur enlevant le droit de vote pour ne le laisser qu'aux femmes parentes de soldats.

"L'article qui permet aux soldats étrangers de voter est inconstitutionnel, d'après moi. Le vote est le premier droit de citoyenneté accordé au peuple d'un pays. Si on donne le droit de vote à mille soldats américains, pourquoi ne pourrait-on pas le donner à tous les citoyens des Etats-Unis. On pourrait aussi bien accorder le droit de vote au Canada à l'importation de la Chine ou du Japon. C'est ce qui me fait dire que cette partie de la loi est inconstitutionnelle."

A LA GALERIE

DES ARTS

EXPOSITION D'OBJETS D'ART ET D'ANTIQUITE SOUS LE HAUT PATRONAGE DU DUC ET DE LA DUCHESSE DE DEVONSHIRE.

L'une des plus intéressantes expositions d'objets d'art et d'antiquité encore tenues au Canada, sera ouverte au public entre les 5 et 17 décembre prochain, à la Galerie des Arts, rue Sherbrooke, sous les auspices de la "Queen Mary's Needle Work" et sous le patronage du duc et de la duchesse de Devonshire. Quelques-unes des pièces qui seront en exposition sont d'une grande valeur, comme

AMUSEMENTS

St. Denis

Le temple de l'Art Silencieux

Rue St-Denis, un bloc au nord de la rue St-Catherine.

"ILIODOR"

(lui-même)

"Le moins désagréable est ici en essence et paraîtra sur la scène."

LA CHUTE DES ROMANOFF

Les deux derniers jours.

187-5-A

LOEW'S

VAUDEVILLE THEATRE

Rue St-Catherine et Mansfield

Le nouveau théâtre montrealais qui a coûté un million, ouvrira le 19 novembre.

Les meilleurs films au monde.

Magnifiques représentations de vaudeville.

Les représentations dureront de 1 à 11 hrs. p.m.

Matinée, 10, 15 cts. Soirées 15, 25c.

187-5-A

GAYETY BURLESQUE

CETTE SEMAINE BILLY WATSON

"LE VERITABLE"

Seconde par Beatrice Hawlowe et un nombreux chœur de filles.

187-5-A

VAUDEVILLE VUES ANIMÉES

</

LA CAUSE DES DYNAMITARDES AUX ASSISES

Jos. Tremblay continue à faire sa déposition sensationnelle. — Le contre-interrogatoire commencé est interrompu pour être repris ce matin.

A deux heures précises le président du tribunal ouvre l'audience : le témoin Tremblay est de nouveau dans la boîte.

Tous les autres inculpés sont dans la boîte des accusés et semblent anxieux d'entendre la suite de la déposition de leur camarade Tremblay.

Le témoin dit comment fut fait le vol de l'auto qui servit chez Martineau.

Ce furent Handfield et Monette qui se chargèrent d'en trouver une : une première tournée dans l'annexe ne fut pas favorable ; ce fut plus bas en ville que l'auto brune fut découverte et conduite chez Martineau ; il s'agit de cette auto à fait le voyage de chez Martineau, puis le déménagement de son mobilier à lui, Tremblay, de la rue Bordeaux à la rue Châteaubriant, et qu'elle a servi à transporter des explosifs.

Les boîtes d'explosifs déposées chez moi, me causaient une peur légitime ; je sais que ma femme dit que j'ai eu peur, mais elle n'a rien dit, ayant reçu des menaces de Handfield, qui sortait un revolver lui et dit : "C'est moi qui 'runne' ça", et qu'il fallait se taire.

Il y avait sept boîtes de dynamite ; l'auto volée à Thérien a servi à déménager la dynamite de la rue Bordeaux à la rue Châteaubriant.

Le témoin dit que Handfield était le plus redoutable ; je l'ai hébergé moi-même ; l'argent que Lalumière recevait servait pour lui et pour entretenir Handfield ; il disait qu'il fallait combattre la conscription à tout prix.

Au sujet de Desjardins, le témoin déclare qu'il lui a été présenté par Ubald Paquin, au cours d'une réunion chez Lalumière ; il a vu Desjardins changer un revolver de 32 pour un 38, disant qu'un 32 ne tait bon que pour tuer les chats ; le jour où il a remis cette arme il a aussi remis la boîte de dynamite ; il a vu aussi le chèque de \$25 donné par Desjardins à Lalumière. Desjardins a déclaré devant moi, que ceux qui avaient besoin d'armes n'avaient qu'à lui en demander ; c'est au commencement d'août que j'ai vu que Desjardins était un détective ; il nous avait offert de l'argent pour faire sauter des manufactures et il approuvait le projet de faire sauter aussi la résidence de lord Atholstan, le "Star", la "Gazette", il était toujours d'accord ainsi que Handfield pour ces choses-là.

Moi, Handfield, Monette, Cyr, Goyer et Wisintainer (pas l'accusé) avons été à Cartierville.

Wisintainer, qui connaissait la place, ouvrait la marche, puis venaient Handfield, Monette, Cyr, Goyer et moi-même dans l'auto. Handfield a placé la cartouche de dynamite du côté nord-est de la bâtisse, avec quinze pieds de mèche qu'il a allumée avec son cigare ; j'ai retiré la cartouche d'environ un pied et demi (on soumet aux jurés les photographies de la maison de lord Atholstan).

Après cela nous sommes partis en courant.

Par le juge : Quelle heure était-il ? R.—3 h. 30 à 4 h. du matin.

Q.—Quel jour ? R.—Le 8 ou le 9 août.

Le témoin dit qu'il était retenu au pont lorsqu'il entendit le bruit causé par l'explosion ; nous n'avons rencontré personne sur notre route, ni en allant ni en venant. Handfield était au volant ayant à ses côtés Monette et Wisintainer ; j'étais en arrière avec Goyer et Cyr ; la valise qui contenait la bombe était à nos pieds.

Le témoin déclare que lorsque le temps de partir arriva, Lalumière donna l'argent à Handfield, pour aller faire le plein de gazoline ; car il s'agissait d'aller faire un "voyage de plaisir".

Q.—Qui a dit ça ? R.—Handfield.

Me Dagenais commence le contre-interrogatoire au témoin.

Q.—Vous vous êtes décidé à plaider coupable depuis hier, car hier vous avez plaidé non coupable ainsi que les autres accusés ?

R.—J'ai, depuis deux mois, décidé de dire la vérité.

Q.—Vous souffrez beaucoup de maux de tête ?

R.—Oui.

Q.—Etes-vous en condition pour répondre à mes questions ?

R.—Oui.

Q.—A quelle date avez-vous commencé à fréquenter Lalumière ?

—Vous plaidez coupable à l'accusation portée contre vous ?

—Oui.

M. Walsh demande alors à Tremblay de venir rendre témoignage. Lorsqu'il monte à la tribune réservée aux témoins, l'accusé semble alléger d'un formidable poids et c'est d'une voix ferme, en termes clairs, qu'il commence son sensationnel récit.

Tremblay, interrogé par le substitut du procureur général, et de temps à autre par le juge Pelletier, a parlé jusqu'à midi, alors qu'il se plaint d'un violent mal de tête, et que l'audience fut renvoyée à deux heures cet après-midi. A l'ajournement, le témoin en était à sa sixième narration de l'attentat de Cartierville où lord Atholstan, sa famille et ses serviteurs, faillirent périr.

Tremblay n'a pas ménagé son ancien camarade Elie Lalumière. Il le désigne comme l'âme du complot, l'instigateur de tous les crimes, l'inspirateur du tragique Handfield dont "il profitait de la folie".

Par contre, jusqu'ici du moins, Tremblay a peu parlé de l'agent Desjardins. Il ne rapporte de lui que l'incident relatif aux attentats projetés de Trois-Rivières et à celui du revolver donné à Ubald Paquin.

Tremblay a raconté en des termes dramatiques le vol de dynamite commis à la carrière Martineau, où sont incriminés Paquet, Cyr, Chagnon et Chagnon. Paquet, puis l'odieuse attentat sur la personne du chauffeur Conrad Thérien.

A midi, il a été déclaré au palais, que le bandit Monette deviendrait probablement à son tour témoin à charge, dans l'espoir d'obtenir un adoucissement à la sentence qu'il attend pour la tentative de meurtre sur Thérien.

Au moment de l'ajournement, M. Jos. Walsh a demandé que le tribunal ordonne que jusqu'à la reprise des débats le témoin Tremblay soit confié à la garde du shérif, au lieu de retourner parmi ses compagnons.

On estime que le procès, à moins d'incidents tout à fait imprévus, ne durera pas moins de dix jours. On compte pas moins de cinquante témoins de part et d'autre. Desjardins a lui seul en assigné vingt-deux, mais son avocat a décidé de n'en faire entendre que quatre ou cinq dont le nommé Denonville, un mystérieux inconnu qui a rempli le rôle de détective au sein du club des constitutionnels.

Vu les témoignages doivent être traduits et que les accusés sont représentés par plusieurs avocats, les débats sont d'autant plus longs.

TEMOIGNAGE DE TREMBLAY

J'assistais aux assemblées anti-conscriptionnistes en ville. J'entendis parler d'Elie Lalumière. Par curiosité, je me rendis chez Lalumière pour savoir ce qu'ils avaient à leur disposition pour combattre la conscription. Moyens constitutionnels, me dit Lalumière. Je discutai alors avec lui des mesures à prendre dans les circonstances. Lalumière me dit qu'il n'avait pas de contribution à fournir pour faire partie du club.

Quelques jours plus tard, je téléphonai à Lalumière pour savoir s'il y avait quelque chose de nouveau. Lalumière me promettait de me faire rencontrer avec des gens influents. Finalement 15 jours après je me rencontrai avec Monette, Handfield, Conant, Gauthier, Cyr. Quin minutes après l'arrivée de ces personnes, Desjardins arriva à son tour avec Ubald Paquin. Il fut alors décidé de transporter dans la grande pièce du magasin une table qui se trouvait dans une petite pièce. Nous "prouvâmes" chacun à notre tour.

Je dis moi-même, par exemple, qu'il convenait en ce qui concernait le dynamite de lui mettre la lettre C au front. Nous délibérâmes assis à la table.

Lalumière dit alors qu'ava. d'entreprendre le travail sérieux il serait opportun d'avoir de l'argent. Handfield dit qu'il faudrait également des armes. Monette déclara qu'il connaissait bien Trois-Rivières. Desjardins avait fait, suggestions relatives aux profits d'aller mettre le feu à une extrémité de la ville pour piller ensuite la banque et l'arsenal. Lalumière dit qu'il serait nécessaire d'avoir de puissants explosifs pour faire craquer le marbre.

Quand je fis sa connaissance Lalumière me disait qu'il occupait de fabriquer un explosif composé de divers acides. Il fut question d'attacher à la vie de Meighen, le solliciteur général ; Borden, le premier ministre, Flavelle, etc.

On arriva ensuite à discuter de l'opportunité de prêter un serment, Handfield dit pour sa part qu'il n'avait pas confiance à un simple serment sans l'évangile. Desjardins déclara alors que celui qui deviendrait ce qui se passait à l'assemblée mourrait. Deux revolvers de calibre 32 appartenant à Handfield et à Monette, et une cartouche appartenant à Paquin furent déposés sur la table. On prêta serment, puis il fut question d'amasser des fonds et Desjardins déclara qu'il avait une trentaine de dollars à la banque.

Le lendemain soir, j'y suis retourné et j'ai vu Desjardins remettre le chèque à Lalumière, et je sais que Paquin qui avait sorti avec Desjardins était en possession d'un revolver et d'une boîte de balles.

mière nous a dit de se rendre rue Marie-Anne entre Saint-Laurent et Saint-Denis et qu'il nous montrerait l'homme riche qui nous prêterait son automobile. Nous nous y rendîmes et nous attendîmes environ une heure et demie. Puis nous retournâmes au magasin. Paquette et moi-même discutâmes de l'opportunité de remettre l'excursion au lendemain quand arrivèrent Monette et Handfield en auto. J'ignore où ils s'étaient procuré cette machine.

Nous montâmes dans l'auto. Lalumière nous avait remis chacun un masque fabriqué de baptiste noir et de lacets de bottines. C'est Handfield qui fit la plupart des masques.

Le témoin donne l'itinéraire suivi par l'auto pour se rendre à la carrière Martineau. Rendu à destination, chacun mit son masque à l'exception de Chagnon et moi-même. On se dirigea vers la loge du gardien de la carrière. Lalumière avait un revolver. Hervieux, gardien, vint à notre rencontre. Monette et Handfield qui étaient armés, lui demandèrent un verre d'eau.

Handfield pointa un revolver sur lui et lui ordonna de lever les mains. Les autres gardiens prirent la chose pour une farce. Il levait et abaissait les mains successivement. Handfield lui dit alors qu'il lui flamberait la cervelle. Handfield brisa ensuite la serrure d'un coffre et on s'empara de six ou sept boîtes de dynamite et des détecteurs qui furent transportés dans l'auto. Lalumière dit ensuite au vieux gardien que s'il déclarait à qui ce soit que ce coffre était des Canadiens qui avaient pris le stock il lui arriverait quelque chose de désagréable.

Lalumière dit au vieux gardien de déclarer que le vol avait été fait par des Italiens. Pendant quelque temps, j'ignore où l'on cacha la dynamite. Je retournai chez Lalumière. Il y eut des menaces de fustiges. Pour parler franchement, Lalumière profitait de la faiblesse d'esprit d'Handfield pour l'inciter à faire des menaces. Handfield disait toujours qu'il serait le premier à exécuter les autres.

Je ne me souviens pas d'un moment où on me soupçonna de vouloir trahir. On me montra alors des personnes de mon logis dans lesquelles des troupes avaient été faits pour me surveiller.

Trémblay dit ensuite qu'il a vu fabriquer la cartouche qu'il lui exhiba. Lalumière lui avait demandé de fournir le plomb qu'elle contenait. Le soir qu'elle a été fabriquée chez Lalumière, j'y avais Handfield et Monette présents. Ce soir-là, on transporta la dynamite rue Bordeaux.

Ici, M. Walsh demande au témoin de parler de l'affaire Beaubien, avant d'aller plus loin.

M. Goyer s'objecte avec force contre la forme suggestive des questions de l'avocat de la couronne. Le juge Pelletier lui donne raison.

Handfield, Monette et Lalumière m'ont dit qu'ils s'étaient rendus à la résidence de Beaubien le soir du vol de dynamite et y déposèrent un bâton de dynamite avec l'avis suivant. Si vous votez pour la conscription vous mourrez.

Quel monsieur Beaubien était-ce ?

Le sénateur Beaubien.

Ils se trompèrent de résidence cependant.

Plus tard, la dynamite fut transportée à mon domicile par Lalumière et moi-même. Handfield, il est dit, entendit qu'ils devaient revenir chercher les explosifs le lendemain. Avant de partir, Handfield emplit une valise à main d'explosifs et l'emporta le jour suivant. J'allai voir Lalumière et lui dis d'enlever cette dynamite de mon domicile. Deux jours après ils vinrent chercher les explosifs pour les transporter dans un endroit inconnu pour moi.

J'allai un soir chez Lalumière et celui-ci m'informa que la cartouche fabriquée chez lui avait servi à assembler le chauffeur Thérien. Handfield avait frappé le chauffeur. Puis, comme celui-ci avait encore sa connaissance, Monette avait tiré sur lui à coups de revolver. A chaque coup, me dit-il, sa tête "rebondissait" un pied de haut.

Ils l'avaient laissé pour mort. Lalumière me dit : "Tu vois si ce sont des hommes capables. Si tu fermes pas ta boîte il va t'en arriver autant. A cette époque, il y eut un article dans le "Star", disant que ceux qui avaient volé la dynamite ne savaient pas s'en servir et qu'ils mourraient et devenaient les premières victimes du fait qu'ils avaient fait sauter le "Star" et son propriétaire. Quelques minutes avant minuit, au moment où je me disposais à m'en aller chez moi, entra chez Lalumière un nommé Wisintainer, pas l'accusé à la barre, qui dit connaître les autres de la résidence de Lord Atholstan à Cartierville.

LA CAUSE DE MORRIS

LES AUTORITES COMPTENT DEUX CATEGORIES DE CONSCRIPTS : LES NEGLIGENTS ET LES REVOLTES.

Ottawa, 15. — La cause de Harold Morris, ce réfractaire à la loi de conscription, arrêté avant hier soir, est venue en cour de police hier. Morris est accusé d'avoir illégalement déserté, ou de s'être absenté sans permission de la force expéditionnaire canadienne, ou de la Miltice en service actif. A la fin de l'inspecteur Joliart, la cause a été ajournée à huit jours. Les autorités militaires ici classent les conscrits qui ne se sont pas encore rapportés en deux catégories : celle des négligents et celle des révoltes. Tandis qu'il y a des révoltes, elles se disent disposées à la plus grande indulgence pour les jeunes gens négligents qui manifestent leur intention de se conformer à la loi.

UN ITALIEN BLESSE A COUPS DE COUTEAU

Un Italien de Hamilton, Ont., en voyage à Montréal, s'est cassé hier la défense de cinquante-trois S-berbes, s'étaient déclarés contre la politique du gouvernement. M. Hinkovic, à la suite de ce procès, fut condamné à six mois de prison, à cause d'une campagne de presse contre le gouvernement. Il réussit cependant à s'évader. Pendant son exil, il fut élu quand même membre du Parlement croate, ce qui lui permit de rentrer en son pays, sans être molesté.

LE DOCTEUR ADDELSTAN DE MARTIGNY

Le docteur Adelstan de Martigny, de la rue Sherbrooke, est décédé hier matin à l'Hôtel-Dieu où il avait été transporté quelques jours et où il a eu la consolation de recevoir des mains de Sa Grandeur Mgr Bruchési les derniers secours de la religion. Il était âgé de 51 ans.

Le défunt a succombé à une maladie qui le minait depuis le commencement de l'automne. Il était pratiquement connu non seulement de la métropole, mais même de la province, et sa clientèle était certainement l'une des plus considérables de tout le pays. Sa science et son habileté comme praticien jointes à sa cordialité en avaient fait l'un des hommes les plus populaires de la profession médicale de Montréal, dont il était l'une des lumières et des gloires.

Les défunts Desrosières et Soane s'occupent de cette affaire.

SEVIGNY CONTINUE D'INSULTER SES COMPATRIOTES

Il qualifie d'"assassins" tous ceux qui s'opposent à la loi de conscription. — On lui a infligé le baillon, hier, à Westmount.

M. Albert Sévigny vient de subir un nouveau débordement. Pas plus à Westmount qu'à St-Anselme, de Dorchester, le virtuose de la piroquette n'a vu la popularité de ses diatribes. Dès 7.30 heures, la foule malgré les cartes d'admission, avait envahi la salle du Victoria Hall, rue Sherbrooke désireuse de lui faire une chaleureuse réception. A huit heures, près de 3.000 personnes assiégeraient l'édifice. Les orateurs avaient hâte de sonder la foule car juste à l'heure, même un peu avant, le maire de Westmount se leva, informa la salle qu'une clique de Saint-Henri (c'est la son expression) se proposait de mener le charivari mais que la force constabulaire de Westmount imposerait le baillon à ces bravaches. (Première provocation.)

L'honorable Sévigny se leva au milieu des applaudissements de quelques assistants et prononce son discours en anglais. Les applaudissements viennent toujours de l'avant où se pressent les "gauche-la-guerre" et les "gauche-beaucoup".

Le plus beau de la soirée, fut quand M. Sévigny eut l'heur de prononcer le nom de Sir Wilfrid Laurier, ce fut une véritable ovation qui dura au-delà de cinq minutes et qui empêcha l'orateur de parler. Un beau baillon celui-là !

Pendant les acclamations formidables après l'énoncé du nom de Laurier, les personnes placées au premier rang pouvaient entendre les bouts de phrase suivants de la bouche du candidat, qui ne savait quelle contenance garder : "Je ne me mépris à ceux qui ont fait croire que mes concitoyens étaient des lâches et des poltrons... La voix de ma conscience... Je ne veux pas d'acclamations, quand les miens meurent là-bas... Mon seul collègue canadien-français dans le ministère, l'hon. Blondin au front... Je jure devant Dieu et devant les hommes que je préférerais rester chez nous..."

(Des voix : Tâche d'y rester).

"Quel est l'homme qui accepterait la domination allemande ?" (Des voix, en anglais : "You". Oui toi.)

"Si j'ai fait des fautes, je veux les réparer. En 1911 nous étions en paix et personne ne pouvait prévoir ce qui arriverait".

"J'ai à lutter contre une organisation qui n'hésiterait pas à prendre ma vie, si cela pouvait servir à leur but".

Tout allait assez bien, mais ce qui déclencha l'assaut fut le mot de l'orateur qui essayant de rejeter sur sa race le crachat de Judas et le malheur de s'écrier dans un de ses élans : "Judas je ne le suis pas ; ce sont plutôt ceux de ma race qui sont les assassins de leurs frères au front, en ne voulant point de la conscription".

Ce fut le chaos général. Cris, vociférations. "A bas le traître ! Assez !"

L'INDEPENDANCE DES SLAVES ET LA PLUS GRANDE SERBIE

M. Hinkovic, ancien ministre du parlement croate, est de passage à Montréal, en mission touchant l'indépendance des Slaves du Sud.

M. H. Hinkovic, docteur en droit, ex-député au parlement croate et délégué au parlement de Budapest, en même temps membre du comité yougoslave, était hier dans notre ville. M. Hinkovic, qui arrive d'Europe, nous a fait un intéressant récit touchant la situation politique, partielle de la Serbie, et ce qui concerne les peuples slaves du Sud. Le distingué visiteur, partisan du panslavisme, a été chargé d'une mission toute spéciale : propagande en faveur de l'indépendance des Slaves du Sud et de leur union à la Serbie. Ce comité yougoslave, dont il est membre, s'est formé à Paris, peu après la déclaration de la guerre. Disons ici, que M. Hinkovic, ainsi que de nombreux compatriotes, avaient réussi à s'échapper de la Croatie, pays sous la domination de la Hongrie. Ces Slaves, sympathiques à la Serbie, adoptaient une résolution par laquelle ils s'adressaient aux nations alliées, leur demandant de les aider pour les délivrer du joug hongrois, et de les unir à la Serbie, aspirant ainsi à former un Etat indépendant.

Ces Slaves du Sud, qui comptent parmi eux des Serbes, des Croates et des Slovènes, étaient au nombre de sept millions en Autriche-Hongrie, avant la guerre.

A la veille de l'annexion de 1908 de la Bosnie et de l'Herzégovine, l'Autriche-Hongrie, M. Hinkovic prit la défense de cinquante-trois S-berbes, s'étaient déclarés contre la politique du gouvernement. M. Hinkovic, à la suite de ce procès, fut condamné à six mois de prison, à cause d'une campagne de presse contre le gouvernement. Il réussit cependant à s'évader. Pendant son exil, il fut élu quand même membre du Parlement croate, ce qui lui permit de rentrer en son pays, sans être molesté.

A la veille de la déclaration de la guerre, il passa de nouveau la frontière.

A part les 7.000.000 de Slaves en Hongrie, la Serbie et le Monténégro comptent 5.000.000 de Slaves qui parlent tous la même langue.

La Serbie, comme on le sait, a étonné le monde par ses succès et sa magnifique résistance devant l'envahisseur. Aussi les Slaves habitant l'Autriche-Hongrie, témoins de cette bravoure, tournaient leur regard du côté de la Serbie. On conçoit que l'Autriche-Hongrie a vu ce mouvement d'un mauvais œil.

Environ 150.000 Yougoslaves, enrégimentés dans l'armée autrichienne, n'hésitent pas, au cours des combats, à se rendre aux Russes, 50.000 passeront de même aux Serbes. Aussi, ces "prisonniers de guerre" s'engageront dans les armées russes et serbes pour combattre les Autrichiens, leurs oppresseurs.

Il y a 600.000 Yougoslaves aux Etats-Unis et 15.000 au Canada, qui ont émigrés de l'Autriche-Hongrie.

Il n'est pas étonnant, ajoute M. Hinkovic, que l'Allemand essaie aujourd'hui d'écarter la Serbie, qui s'est toujours opposée aux ambitions boches. C'est ainsi qu'elle a empêché l'Allemagne de se faire un chemin jusqu'au golfe de Persique. La Serbie a toujours été un obstacle à la poussée germanique.

L'Autriche-Hongrie craint fort de perdre les peuples slaves, ce qui l'affaiblirait beaucoup. C'est pourquoi on n'a pas reculé devant rien pour opprimer le peuple slave, et on n'a pas hésité à déporter les populations slaves et à détruire leurs villages.

La Serbie, dit en terminant, M. Hinkovic, est une nation absolument démocratique.

M. Hinkovic parle très bien le français.

UNE CELEBRITE MEDICALE DE MONTREAL QUI DISPARAIT

Le docteur Adelstan de Martigny succombe hier matin à l'Hôtel-Dieu.

Dehors ! plurent drus comme la grêle sur la tête chauve de notre éminent.

La police s'en mêle et n'y va pas de main morte. Malgré tout, les voix continuent de faire résonner la salle et les gros messieurs sur l'estrade commentent à trembler. On se tait. L'honorable reprend : "Messieurs, sans attendre de plus belle, mêlées à celles de dehors ou stationnement plus de 3 à 4 mille personnes, haranguées par des orateurs d'occasion. Aux menaces de faire évacuer, des voix s'écrient : "On va sortir Sévigny".

"Messieurs", essaye Albert. Pas moyen, la foule crie tout, les voix continuent de faire résonner la salle et les gros messieurs sur l'estrade commentent à trembler. On se tait. L'honorable reprend : "Messieurs, sans attendre de plus belle, mêlées à celles de dehors ou stationnement plus de 3 à 4 mille personnes, haranguées par des orateurs d'occasion. Aux menaces de faire évacuer, des voix s'écrient : "On va sortir Sévigny".

"Messieurs", essaye Albert. Pas moyen, la foule crie tout, les voix continuent de faire résonner la salle et les gros messieurs sur l'estrade commentent à trembler. On se tait. L'honorable reprend : "Messieurs, sans attendre de plus belle, mêlées à celles de dehors ou stationnement plus de 3 à 4 mille personnes, haranguées par des orateurs d'occasion. Aux menaces de faire évacuer, des voix s'écrient : "On va sortir Sévigny".

Un citoyen de la ville-sœur essaye des arguments : "Remember that you are in Westmount". Il recule devant l'attitude de solides gars qui n'ont pas l'air bien émus devant la représentation.

"Messames et messieurs", tente encore Albert, mais Albert n'est pas écouté. On fredonne le "O Canada" pour narguer la bannière de l'orateur. Celui-ci se lève et d'un ton de désespoir prononce distinctement d'une voix étouffée ou à peine audible :

"Je me présenterai dans Dorchester et dans Westmount et je serai élu dans Dorchester et dans Westmount". On entend plus rien dans la salle. Un bruit épouvantable de protestations s'allie aux récriminations du dehors. Albert s'assied, son front ruisselle d'eau et de honte. Devant les harcellements de la police on se décide à sortir.

"Allons-nous en". Tout-à-coup, un petit cripitelement dans la salle : ce sont les cailloux qui brisent les vitres de la salle et qui viennent du dehors.

Emo dans la salle, on évacue la place. L'orateur intrépidité devant une assemblée de partisans débite ses boniments en paix.

Enfin quand l'assemblée fut terminée une grave question se posait, la plus grave de la soirée pour la personne de notre héros. Mais M. Sévigny en dans son sac des mots pour tromper la foule, il en a déjà passé des tristes sales pour jouer ses électeurs ; la sentence ne lui fait pas peur et en une fois M. Sévigny a trompé la foule qui à la porte l'attendait.

On dit que M. Sévigny est sorti par un souterrain de la cave.

L'ADMINISTRATION DE LA VILLE PAR LES REPRESENTANTS DE QUARTIERS

Cette question revient de nouveau devant le Conseil hier à l'occasion de la revue des amendements à la charte. — Débat autour du projet. — La motion Bédard est reconsidérée. — La séance.

Le Conseil de ville a occupé la plus grande partie de sa séance d'hier à l'étude des quelques cinquante amendements qu'il se propose d'introduire dans la charte de Montréal, avec l'approbation de la Législature provinciale de la ville qui détient ses pouvoirs spéciaux.

La subdivision éventuelle de la métropole en 25 quartiers (proposition Bédard) a été reconsidérée à la demande de l'échevin Turcot qui a obtenu pour l'appuyer le vote de la majorité du Conseil.

Le Conseil s'est ensuite ajourné à mardi alors qu'il prendra en considération le projet de M. Turcot lui-même, lequel semble être le plus propre à rallier les suffrages.

Le principe de l'abolition du bureau de Contrôle et de 25 représentants élus par le peuple reste admis. La différence consiste dans la division en cinq grands quartiers élargis chacun cinq représentants dont trois choisis par les propriétaires, au lieu de 25 quartiers de moindre étendue, se choisissant chacun un mandataire pour les représenter spécialement.

L'échevin Turcot estime que son projet, en autant qu'il tient le juste milieu entre le système actuel et l'ancien est celui qui a le plus de chance d'être considéré favorablement par la Législature. Qu'en fasse son deuil, dit-il, le retour à l'administration de la ville par les représentants de 25 quartiers, on ne l'aura pas.

L'échevin Bédard, de son côté ne voit pourquoi on ne demanderait pas un amendement de revenir à l'ancien système. Les questions de détails et de nombre important peu, ce qui importe c'est d'empêcher les compagnies puissantes d'être à force d'argent des hommes de leurs choix. C'est là, dit-il, qu'est le mal.

L'échevin Blumenthal se déclare fortement en faveur du projet Turcot.

Le maire : "On sera alors votre siège, M. Blumenthal ?

L'échevin Blumenthal : "Never mind". Je suis pour le meilleur homme et l'on aura plus de chance de faire élire les meilleurs hommes en élargissant les circonscriptions électorales.

Le maire est d'avis que si le conseil veut rester conséquent avec lui-même c'est son devoir de ramener le système administratif de 1909. On a constaté la faillite des deux corps, que la responsabilité en retombe sur ceux qui l'ont voulu.

Le vote pris sur la proposition Turcot demandant la reconsidération de la motion Bédard à l'effet de diviser la ville en 25 quartiers a donné le résultat suivant :

Pour la reconsidération des échevins Larivière, O'Connell, Ward, Turcot, Blumenthal, Ménard, Rubenstein, Brodeur, Lafortune et Weldon (10).

Contre : Les échevins Mayrand, Vandaele, Elie, Lamarre, Denis et Bédard (6).

L'échevin Ward secondé par l'échevin O'Connell a donné l'avis de motion suivant : Qu'une clause soit incluse dans les amendements à la charte à l'effet que la ville n'entreprendra aucune expropriation d'ici deux ans.

L'échevin Ménard a suggéré d'étendre de 2 à 4 ans le terme d'office du maire et des échevins après les prochaines élections générales du Conseil.

Alors, au début de la séance M. le maire Martin a annoncé qu'une somme de \$5,000 avait été inscrite dans le budget pour être appropriée au nettoyage des rues en vue de la grande parade de l'emprunt de la victoire, samedi.

DES VOLEURS SONT SURPRIS PAR UNE FEMME ET S'ENFUIENT

Les voleurs avaient enfoncé la porte de devant et ils étaient à faire main-basse sur des montres et d'autres bijoux, quand ils ont été brusquement dérangés. — Autres cambriolages.

Les cambrioleurs font encore de nombreuses victimes de par la ville. Chaque matin on est assailli aux postes de police et à la Sureté par les plaignants qui vont faire part de leurs pertes.

Les voleurs sont si rusés, ils procèdent

Le Canada

Montréal, vendredi 16 novembre 1917.

Honteuses manoeuvres

L'IGNOBLE CABALE DU GOUVERNEMENT PRES DES PARENTES DE SOLDATS.

Des émissaires du gouvernement Borden, à la solde, probablement, de la caisse électorale fournie par le C. N. R., parcourent en ce moment nos villes et nos campagnes, munis des adresses de nos volontaires, et se présentent dans les familles qui leur sont indiquées comme ayant un de leurs membres au front.

Et ils se livrent à une cabale infâme, qui seule suffirait à discrediter et à convaincre de noire hypocrisie, les prétentions au patriotisme qu'affichent leurs chefs.

Ces cabaleurs s'adressent aux parentes des soldats, à qui la loi des élections en temps de guerre a donné droit de vote; et ils leur disent que leur intérêt est de voter pour le gouvernement Borden, qui va augmenter les dotations de séparation et les pensions des veuves, etc., tandis que si Sir Wilfrid Laurier est porté au pouvoir, il supprimera les dotations et les pensions.

Ce sont des mensonges effrontés qui sont contredits par tous les actes et tous les discours de Sir Wilfrid Laurier. Ce dernier a lui-même, dans son manifeste aux électeurs, rappelé l'amendement de M. Copp, préparé à sa demande et pour lequel il a voté, dont voici le texte :

"Que l'étude de ce projet de loi soit retardée jusqu'à ce qu'il ait été suffisamment pourvu aux besoins de ceux qui sont à la charge des soldats enrôlés pour le service outremer, de manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de prélever, par souscription publique, des fonds pour leur entretien".

Le parti libéral, au nom de qui cet amendement a été présenté, veut que le gouvernement prenne soin des familles des soldats d'une manière assez libérale pour qu'elles n'aient pas besoin d'avoir recours à la charité publique.

Voilà la vérité; que les parentes des soldats ne se laissent donc point tromper par les mensonges de ces cabaleurs, qui travaillent pour le compte d'un gouvernement auteur de la loi de conscription, loi dont l'effet serait de leur enlever encore d'autres membres de leur famille pour les envoyer au front.

Qu'elles ne craignent pas de confondre ces misérables agents d'un gouvernement criminel en leur disant qu'ils mentent effrontément. Qu'elles ne tiennent aucun compte des menaces que ces agents peuvent leur faire au sujet de ce qu'elles reçoivent actuellement du gouvernement. Les paiements qui leur sont faits leur sont dus en vertu d'une loi et personne n'a le droit de les retrancher ni de les diminuer, ce n'est pas de la charité qu'elles reçoivent du gouvernement Borden, c'est de l'argent gagné par leur soldat.

Méprisant ces mensonges et ces menaces, qu'elles se fassent inscrire sur les listes électorales lorsque les énumérateurs seront nommés dans leur localité et que, bravement, le jour du vote, le 17 décembre, elles aillent au poll marquer leur bulletin de vote d'une croix en face du nom du candidat Laurier.

Elles auront ainsi assuré à leur soldat et à elles-mêmes de meilleures conditions d'existence et sauvé de la conscription leurs autres fils ou frères que le gouvernement Borden veut leur enlever de force.

Les griefs de nos volontaires

LA SOLDE DES SOLDATS CANADIENS

Nous avons l'autre jour posé différentes questions au gouvernement Borden, sur des matières se rapportant à la solde de nos volontaires.

Nous n'avons encore reçu aucune réponse du gouvernement ni de ses organes.

Et cependant ceux qui font appel aux électeurs du Canada pour leur demander d'envoyer des renforts à nos soldats qui sont dans les tranchées, devraient au moins avoir le souci de prouver que le gouvernement Borden ne néglige rien pour le confort de ces soldats et ne spéculer pas ni ne laisse ses fonctionnaires spéculer sur leur solde.

Sir Robert Borden s'en va affirmant que la conscription était devenue nécessaire parce que les engagements volontaires avaient cessé. Pourquoi avaient-ils cessé?

Sans trop nous arrêter à l'accusation portée par Sir Sam Hughes contre Sir Robert Borden, comportant que ce dernier aurait demandé au Ministre de la Milice de ralentir le recrutement, voici des faits indéniables qui pourraient en expliquer le ralentissement constaté.

On sait que la solde du simple soldat est fixée à \$1.10 par jour. Au début, on a payé régulièrement aux soldats leur solde entière, moins les retenues faites à leur demande pour être payées à quel- que membre de leur famille, ou pour être gardées jusqu'à leur congé.

Mais, l'année dernière, le gouvernement s'est avisé que les soldats canadiens étaient trop riches avec cette solde et il ne leur a plus payé que 25c par jour au Canada, 1s. par jour en Angleterre, et 1 franc par jour en France et en Belgique.

De sorte que le gouvernement a agi vis-à-vis nos volontaires, dont Sir Robert Borden se plaît à vanter l'héroïsme et l'esprit de sacrifice, comme ces entrepreneurs de travaux qui, avant les lois libérales sur le travail, ne payaient leurs ouvriers qu'en bons sur leurs magasins et retenant une partie de leur paie jusqu'à l'achèvement des travaux.

En un mot, le gouvernement Borden a traité nos volontaires d'une manière qui, s'il se fut agi d'un engagement civil, eût certainement provoqué des grèves et eût rendu les patrons justiciables des tribunaux.

Nos volontaires n'ont pas fait de grève, la discipline militaire les en empêchait. Mais ils n'en ont pas été plus satisfaits pour cela et ils ont dû trouver le moyen, malgré la censure, de le faire savoir à leurs parents et amis. Peut-on s'étonner que le recrutement ait diminué et virtuellement cessé au bout de quelque temps?

A ce grief très réel et très grave de nos volontaires vient s'ajouter la spéculation sur le change en monnaie sterling et en monnaie de France des dollars canadiens que le gouvernement s'est obligé de payer.

M. Borden à Halifax

SES ARGUMENTS POUR LA CONSCRIPTION.

Sir Robert Borden, dans son discours-programme d'Halifax, s'est tenu uniquement sur le terrain de la guerre et a omis l'énumération des réformes que le gouvernement "unioniste" se proposerait d'accomplir dans notre situation économique.

On a dû lui faire comprendre que ce rappel de réformes promises par lui depuis quinze ans, et dont aucune n'est encore accomplie, quoiqu'il ait été six ans au pouvoir, ne pouvait que jeter des doutes sur la sincérité de ses promesses de guerre. Son silence à Halifax est donc plus habile que ses phrases creuses et vagues d'Ottawa.

Le premier ministre parle avec des accents pathétiques de la guerre, de ses causes, de ses horreurs, de l'effort du Canada pour y participer adéquatement. Mais, jusque-là, il n'apprend rien au public.

Il n'est pas plus instructif lorsqu'il dit à ses concitoyens d'Halifax que le Canada—qui n'est ni envahi, ni menacé—ne souffre pas autant de la guerre que la France et la Belgique, que la Pologne et la Serbie. Nous le savions. Mais il devrait ne pas s'étonner, dans ces conditions, que le Canada n'en soit pas réduit à l'état de concentration intense et exclusive pour la guerre que l'on trouve en ces pays, où s'est posé le talon brutal de l'Allemagne.

En Angleterre, au Canada et aux Etats-Unis, l'intérêt qu'on porte à la guerre est, sans doute, profond, illimité; mais on y prend le temps de discuter les voies et moyens de participer le plus efficacement possible à la lutte.

Il n'a donc pas à s'étonner que l'on discute les propositions qu'il avance, en proposant quelque chose de mieux et que l'on démolisse les arguments qu'il base sur des prémisses fausses ou incomplètes.

Son argument pour la conscription est celui-ci :

Nos quatre divisions au front subissent des pertes considérables; ces pertes, il faut les combler par des renforts, autrement nos divisions perdront leur valeur tactique, et les engagements volontaires ayant cessé, nous ne pouvons nous procurer ces renforts que par la conscription.

Il y a, à cet argument, une réponse qui s'adresse aux faits : jusqu'à l'annonce de la conscription, les enrôlements volontaires mensuels égalaient ou dépassaient nos pertes. Il y avait, d'ailleurs, en Angleterre et en France, une réserve suffisante pour combler les pertes moyennes pendant deux ans. Donc pas d'urgence absolue.

Et il y a aussi cette réponse logique, que la cessation de l'enrôlement volontaire est attribuable aux fautes, aux erreurs, aux scandales et aux spéculations du gouvernement et de ses amis.

Enfin, il y a toujours la suprême objection que le peuple seul a le droit, par un vote direct, de s'imposer la conscription.

Sir Robert Borden a consacré une partie de son discours à prouver que le referendum retarderait d'un an l'envoi de renforts au front.

D'abord, pourquoi a-t-il refusé, en mai dernier, ce referendum qui, aujourd'hui, si le peuple l'avait voté, ferait de la conscription une loi acceptée par tout le pays et qui fonctionnerait efficacement, rapidement, sans heurt ni trouble?

Si donc il s'ensuit un retard, lui seul en est responsable.

Mais, pourquoi ne tient-il pas compte de l'engagement pris par Sir Wilfrid Laurier de stimuler de nouveau le volontariat en réparant les erreurs du gouvernement Borden et en tenant vis-à-vis les volontaires et leurs familles les engagements pris au nom du pays, engagements violés par M. Borden et sa clique?

Sir Wilfrid Laurier serait ainsi en mesure de faire face à la situation, sans coup d'état, sans empiètement sur les droits du peuple, sans remplacement du régime démocratique par une autocratie de profiteurs de guerre comme le propose M. Borden!

En vain

La transaction du Canadian North-ern avait pour but d'ouvrir au parti unioniste une profonde caisse électorale.

Mais les unionistes la videraient trois fois qu'ils n'arriveraient pas à acheter le libre peuple canadien.

Le choix

Le peuple canadien a le choix entre deux politiques également nettes et claires :

La conscription générale, l'appel successif des classes, avec Borden; ou la suspension immédiate de la loi et le referendum avec Laurier.

La différence

En Australie, on soumet respectueusement au peuple une forme mitigée de la conscription.

Au Canada, par contre, M. Borden et ses acolytes ont voulu imposer au peuple la conscription intensive, sans referendum.

La conspiration

La presse anglaise coalisée s'attaque à Laurier, et par les soins de l'argent tory, l'opinion publique est ligotée dans les provinces voisines.

Mais nos compatriotes anglais se laisseront-ils ainsi faire la loi par une bande d'exploiteurs? Nous le verrons bien au vote.

Le même sort

Plus heureux que son pauvre collègue Sévigny, Blondin conduit d'Angleterre sa lutte dans le comté de Laurier-Outremont.

Il n'a pas ainsi à affronter ses électeurs; mais il aura, comme l'autre, à subir l'écrasement de leurs votes.

La nouvelle loi électorale

Les précautions à prendre

Si la législation relative aux élections fédérales en temps de guerre est condamnable à certains points de vue que nous avons déjà signalés, il va sans dire qu'elle a besoin d'être étroitement surveillée dans son application.

Nos législateurs fédéraux ont statué, au cours de la dernière session, que les noms des citoyens d'origine allemande et des conscrits déserteurs

ou rebelles seraient impitoyablement retranchés des listes électorales, tandis que le droit de suffrage serait accordé à l'épouse, la veuve, la mère, la fille ou la sœur d'une personne, vivante ou morte, qui sert ou a servi dans l'armée canadienne ou dans quelque force navale du Canada ou de la Grande-Bretagne, dans la présente guerre.

Les qualifications d'âge, de race et de résidence, établies par chacune des législatures provinciales, subsistent encore tant pour les électeurs du genre féminin. Il est à noter, cependant, que les règles anciennes ne survivent qu'en tant qu'elles ne contredisent pas la loi des élections en temps de guerre. Cette loi pose un principe nouveau de qualification en faveur de ceux qui sont apparentés aux soldats, quand elle décreta ce qui suit : Nulle personne dont le fils ou le petit-fils fait du service ou a fait du service, tel que mentionné plus haut, ne doit, du fait d'un manque de revenu ou de la qualification foncière exigée par la loi provinciale, être tenue pour non qualifiée à voter à une élection fédérale.

Il suffit d'indiquer à nos lecteurs quelques-unes des complications de la nouvelle loi des élections, pour qu'ils saisissent tout de suite l'importance qu'il y a pour nos représentants de faire préparer avec soin et avec justice les listes électorales qui serviront en décembre prochain.

On sait que la confection de ces listes a été réservée à une foule d'énumérateurs choisis par l'autorité fédérale, et chargés par elle d'inscrire les noms de tous les électeurs de chaque circonscription, de façon à ce que toute la besogne puisse être soumise à un bureau de révision, au moins quinze jours avant la date du scrutin.

Or, il faut, de toute nécessité, que ce travail des énumérateurs s'accomplisse sans parti pris et sans partialité. On aurait tort, il nous semble, de le confier à des partisans trop ardents et trop zélés, ou à des gens qui pourraient être tentés de protéger indûment un parti ou un candidat. Il appartient plutôt à des hommes honnêtes, consciencieux, d'un jugement sûr, et capables d'accepter tous les sacrifices et toutes les fatigues pouvant résulter de l'accomplissement d'une fonction si importante.

Est-il besoin de dire que la préparation des nouvelles listes électorales nécessite, de la part des énumérateurs, une compétence plus qu'ordinaire, puisqu'il s'agit pour eux de déceler une loi d'interprétation difficile, en

certaines endroits, et de faire un triage d'électeurs aussi judicieux que possible. Les énumérateurs doivent, en effet, être en état de bien comprendre les divers cas du conscrit rebelle ou déserteur, de la personne apparentée à un soldat, de celle qui soulève des objections de conscience contre le service militaire, ou qui, après être née en pays ennemi, a été naturalisée depuis le 31 mars 1902.

Il va de soi que tous ceux qui recommandent une personne quelconque comme énumérateur assumant, par là même, une très grande responsabilité. Puisque nous traversons une crise politique d'une gravité exceptionnelle, il importe plus que jamais que le verdict populaire de décembre prochain soit basé sur la plus stricte justice.

Les énumérateurs devraient remplir leurs devoirs de façon à ne laisser pratiquement rien à corriger aux bureaux chargés par le gouvernement de vérifier les listes. Mais, pour que les choses se passent ainsi, les concours de tous les citoyens devient nécessaire. Les énumérateurs ne feront un bon travail que s'ils sont bien secondés par tous ceux que la nouvelle loi électorale peut intéresser. Les citoyens, lorsqu'il s'agit d'une chose aussi précieuse que le droit de vote, ne doivent pas trop se fier aux autres. Qu'ils se fassent enregistrer eux-mêmes. On n'est jamais mieux servi que par soi-même, par le temps qui court.

(La "Presse".)

CHRONIQUE DE LA GUERRE

Cas de l'Autriche

(Pour le "CANADA")

Le comte Czernin, ministre des affaires étrangères commun de la monarchie austro-hongroise, a exposé les vues de la monarchie dualiste à un dîner que lui offrait à Budapest le président du conseil des ministres hongrois, M. Weckerlé.

Il a commencé par affirmer que si la boutade de Talleyrand fut vraie, à savoir : "que les mots n'existent que pour servir à déguiser la pensée", elle ne serait plus aujourd'hui. Or, toute une partie de son discours justifie cependant la réflexion du fameux diplomate français.

Le ministre des affaires étrangères austro-hongrois se plaint des armements, il insiste sur la nécessité d'une entente pour ne pas continuer cette folie; mais il se garde bien de se reporter aux trois années qui ont précédé la guerre. S'il l'avait fait, il eût été obligé de convenir que de cette folie, le responsable était l'Allemagne, dont son propre pays était le brillant second. Dans les années 1911, 1912 et 1913, l'armée fit pour s'armer des efforts énormes, efforts industriels et financiers sans précédents dans le monde. Le "Berliner Tageblatt" s'exprimant sur le service de trois ans, proposé en France, était obligé de reconnaître dans un accès de sincérité, que le projet de réforme du service militaire français n'était que la conséquence des initiatives prises dans ce domaine par l'Allemagne et une réponse dont on ne pouvait s'étonner à Berlin.

L'effort militaire et financier fait par l'Allemagne était d'une telle ampleur qu'il ne pouvait être que temporaire et que la guerre devait le suivre à brève échéance. Cela éclata aux yeux des hommes clairvoyants; mais on sait combien ils surent de la peine à se faire écouter au Parlement. Certains partis politiques les considéraient comme de dangereux provocateurs. C'était intervertir les rôles, comme le comte Czernin le fait aujourd'hui.

En réalité, si le comte Czernin prête aujourd'hui le désarmement, c'est qu'il sait combien la monarchie est épuisée. Il a beau railler ceux qui représentent l'Autriche comme un Etat à l'agonie et affirmer que son pays est un organisme sain; les débats qui se produisent au Parlement autrichien sont en contradiction avec cette affirmation destinée à l'exportation. M. de Seidler, président du cabinet autrichien, doit la trouver bien aventureuse; et si cette situation était aussi bonne que le comte Czernin le proclame, le gouvernement autrichien ne serait pas réduit aux expédients comme il en donne aujourd'hui le spectacle. La question alimentaire et la question financière dominent les préoccupations de la Chambre autrichienne, quelque effort que le président du conseil ait fait pour détourner l'activité du Parlement vers d'autres sujets.

De tous les belligérants, l'Autriche-Hongrie est celui qui est financièrement le plus atteint. On sait quel effondrement a marqué sur les marchés le cours de la couronne autrichienne. Alors qu'à Genève les 100 francs français valent 75 francs suisses, les 100 couronnes valent 40 fr. 70; or, pourtant la couronne autrichienne vaut, nominativement, 1 fr. 05, c'est-à-dire cinq centimes de plus que le franc. Cela prouve qu'on apprécie sur les marchés financiers le crédit de l'Autriche comme valant peu de chose, et les renseignements qu'on a sur sa dette montrent qu'elle sera trop lourde pour ses ressources.

Quant on sait cette situation, on comprend que l'un des principes mis en avant par le comte Czernin soit le rejet de toute guerre économique. En temps de paix, l'activité économique du pays n'était pas considérable; si les adversaires des empires centraux s'avisent d'y mettre des obstacles, ce serait la ruine. On comprend ainsi qu'il s'élève contre notre prétention d'obtenir des indemnités pour les dommages causés sur notre territoire par

l'invasisseur.

Le comte Czernin nous trouve bien imprudents, nous et nos alliés, de prétendre à des indemnités, et il fait étalage des dévastations que les armées alliées auraient commises en Galicie, en Bukovine, dans le Tyrol, sur l'Isonzo, en Prusse orientale, dans les territoires turcs et dans les colonies allemandes. Après ce tableau, l'orateur interroge : "L'Entente, dit-il, a-t-elle, de son côté, l'intention de nous indemniser de tout, ou se trompe-t-elle, si complètement sur notre mentalité qu'elle espère en des dédommagements unilatéraux?" Ici, encore, comme pour les armements, le ministre de Charles Ier oublie à qui incombe la responsabilité. Si les troupes alliées ont commis des dévastations dans les pays qu'il a énumérés, c'est en répondant à une agression, c'est parce qu'elles se trouvaient en état de légitime défense, tandis que les dévastations commises par l'Allemagne l'ont été de propos délibéré. Il n'y a aucune comparaison à faire entre les deux cas.

Après avoir indiqué comment il comprendrait la paix prochaine, le comte Czernin, qui se juge modeste dans ses prétentions et tout-à-fait conciliant, ajoute une menace : "Que personne ne se fasse d'illusion, dit-il; notre programme, si pacifique, si modéré, ne vaut pas, ne peut pas valoir pour tous les temps, si nos ennemis nous contraignent à continuer la guerre. Dans ce cas, nous serons obligés de le réviser, de réclamer de notre côté des compensations". C'est l'antienne déjà connue et que tous les complices vont répétant. Ils ne sont pas responsables de la continuation du conflit. Ils l'ont déchaîné au moment qu'ils ont jugé propice. Aujourd'hui, quoi qu'ils en disent, ils voient que l'affaire ne peut que mal tourner mais qu'on la peut clore encore de façon qui ne serait pas trop désastreuse. Ils manœuvrent de façon à faire retomber toute la responsabilité sur les alliés. Cette manœuvre échouera comme les autres.

Les journaux autrichiens, en commentant ce discours, disent qu'il atteste l'amour de la paix de l'Autriche, mais aussi une fierté patriotique légitime et le sentiment de la force du pays. En réalité, le discours du comte Czernin reflète la soif de paix qu'ont l'Autriche-Hongrie et le jeune successeur de François-Joseph; mais le programme n'est pas plus précis qu'il n'était dans les manifestations antérieures, notamment dans la réponse à la note pontificale, et ce plaidoyer n'est pas précisément celui de l'équité et de la justice.

L. Kosciusko.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un des principes fondamentaux

La "Société des nations", cette société idéale que des individus de plus en plus nombreux considèrent comme la conséquence certaine des bouleversements dus à la guerre, sera établie sur quelques principes fondamentaux qui constitueront la charte de l'humanité.

Parmi ceux-là, en voici deux, d'une importance extrême, politiquement et économiquement.

1. Droit des peuples de décider eux-mêmes de leurs destinées, d'organiser librement leur mode de groupement politique; état ou fédération.

2. Liberté des mers.

Ces deux principes sont étroitement solidaires. Le premier aura pour résultat certain d'augmenter le nombre des petits Etats libres, sans communication directe avec la mer. Tels la Suisse, le Luxembourg, la Serbie. Or, ces pays rencontrent du fait de ce quasi emprisonnement ou, si l'on veut, de cet encerclement, des entraves et des difficultés multiples et nombreuses dans leur commerce. Leur existence en est rendue précaire. Ils sont à la merci des circonstances.

L'organisation future du monde devra donc admettre un nouveau principe, qu'un juriste, fervent défenseur de la société future, dans le "Journal de Genève", formule en ces termes :

"Les voies essentielles d'accès à la mer, par lesquelles tout pays est en contact avec l'extérieur d'un continent, sont forcées d'acheminer ses produits commerciaux, sont économiquement neutralisées".

La neutralisation économique consisterait en ceci. La route, fluviale ou voie ferrée, qui mène le plus directement et le plus pratiquement à la mer, bien que faisant partie politique d'un pays étranger, est de libre circulation économique. La neutralisation atteint de même le port de débarquement ainsi que les terrains et les bâtiments utilisés pour le trafic.

Le juriste du "Journal de Genève" spécifie d'ailleurs que si le territoire à traverser s'y prête et si le pays intérieur est assez riche pour en faire les frais, celui-ci aura le droit de créer sa ligne de chemin de fer spéciale, sur laquelle circuleront en pleine liberté ses propres trains, ou le canal par où passeront ses propres bateaux. Sinon, il s'entendra avec le pays traversé sur la question des horaires.

Il va de soi que le pays intérieur devra donner les garanties nécessaires, au point de vue contrebande, par exemple; il paiera les annuités à la compagnie concessionnaire; il lui empruntera les rails; il ne pourra réclamer, et la question reste du ressort d'un tribunal supérieur, que la ou les voies reconnues suffisantes pour le transport direct des marchandises de ou pour la mer libre, mais ce sont là des points de détail que l'avenir règlera en temps voulu.

C'est par cette neutralisation des routes d'accès à la mer que l'indépendance économique et par conséquent politique, et le libre développement des pays intérieurs pourront être assurés. Cela supprimerait, en effet, du même coup, une des causes de guerre; le désir de possession d'un territoire maritime qui ouvre la mer libre.

Quant on sait cette situation, on comprend que l'un des principes mis en avant par le comte Czernin soit le rejet de toute guerre économique. En temps de paix, l'activité économique du pays n'était pas considérable; si les adversaires des empires centraux s'avisent d'y mettre des obstacles, ce serait la ruine. On comprend ainsi qu'il s'élève contre notre prétention d'obtenir des indemnités pour les dommages causés sur notre territoire par

Cartes Professionnelles

Avocats

GEOFFRION, GEOFFRION & PRUD'HOMME

Avocats, etc.
No 97 RUE ST-JACQUES
Edifice Edouard-Beauchamp
Victor Geoffrion, C.R.
Aimé Geoffrion, C.R.
J. Alex. Prud'homme, L.L.L.
Boîte postale 1935. Téléphone Main 19.

LOUIS PHILIPPE GREPEAU
Avocat, Conseil du Roi, 159 St-Jacques.
Main 5205.
Calvaire, 1916, le soir, 159 Hutchison.
Uptown 2561.

Spécialistes

Fits U. Eyeglasses

VOUS YEUX DEMANDENT UNE ATTENTION SPECIALE
Consultez-moi
J. A. LANGLOIS
Spécialiste de la vue
Opticien et Optométriste
de la Province de Québec et de l'Etat de New-York.
Examen Scientifique de la vue avec Instruments Modernes.
88 RUE ST-JACQUES, MONTREAL.
En face de "La Presse".
TEL. MAIN 686

CARTES D'AFFAIRES

Est 2516.
N. Simoneau
Entrepreneur électricien et im-
porteur.
680 STE-CATHERINE EST.

Banques d'Epargne

LA BANQUE D'EPARGNE DE LA CITE ET DU DISTRICT DE MONTREAL.
REAL. Bureau chef, 176 rue St-Jacques. 124 quatorze succursales à Montréal.

Comptables, Liquidateurs
ALEX. DESMARTEAU, 60 N-Dame-E.

Assurance contre l'incendie
CIE WESTERN — INCENDIE ET MARINE — R. BICKERDIKE, gérant, 81 rue St-Pierre.

Fournisseur à Eau Chaude
BEAUPRE & FILS, 687 St-Paul. TEL. Main 2434.

Architectes
L. N. MONTREAL, A.A.P.Q. 280 St-André. Tel. Main 1702.

Banques
BANQUE D'EPARGNE, 95 St-Jacques.
BANQUE IMPERIALE, 254 St-Jacques.

Valises
J. E. FOURNIER, 9 Notre-Dame Ouest 3 magasins.

Papeterie
JOSEPH FORTIER, 210 Notre-Dame Ouest.

Banquiers
GAILLARD, THÉROUX & CIE, agents de change, No 48 Notre-Dame Ouest, près Place d'Armes.

Fonderie (Etna)
BEAUPRE & FILS, 687 St-Paul.

Entrepreneurs Généraux
J. B. GRATTON, LIMITEE Entrepreneurs Généraux. Ateliers: 600 Ave Labrecque Téléphone Est 1552.

DOMINION COAL COMPANY
DOMINION COAL COMPANY
Charbon bitumineux, à vapeur et à gaz
BUREAU GENERAL des VENTES
112 rue Saint-Jacques, Montréal

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Dans la cause de
La succession de feu Francis E. McKenna, en son vivant de la ville et du district de Montréal, notaire public,

La "Montreal Trust Company," Pétitionnaire.

AVIS
Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du 13ème jour de novembre 1917, tous les parents, créanciers et intéressés sont convoqués à une assemblée qui aura lieu dans la chambre No 31 du Palais de Justice, à Montréal, le 26 novembre 1917, à 10 heures de l'avant-midi, dans le but de voir à la nomination d'un curateur à la succession vacante du dit F. E. McKenna.

Donné à Montréal, le 13ème jour de novembre 1917.
(Signé) BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
190-2 Procureurs de la pétitionnaire.

Avis est par les présentes donné que la Commission d'Enquête Catholique de Montréal adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender, au point de vue des emprunts, taxes, la loi 7 Geo. V, ch. 28, et autres lois régissant cette corporation, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.
AYME LAFONTAINE,
191-16-25-30 Nov. 7 D66.

LE TRAITEMENT DES PLAIES DE GUERRE

De nouvelles méthodes de traitement des plaies de guerre ont été exposées dernièrement à l'Académie des sciences par le professeur Dastre, au nom de M. Benoit. En combinant l'action des rayons solaires et celle des radiations ultra-violettes émises d'appareils spéciaux, l'auteur est arrivé à obtenir les plus heureux résultats dans le traitement des plaies. La suppuration se désodorise de la deuxième jour, se tarit rapidement, les douleurs disparaissent et la cicatrisation se fait très rapidement. L'importance des résultats obtenus est soulignée par le fait que ce traitement ne se soit pas seulement manifesté au niveau des plaies de date récente, mais encore sur des plaies anciennes, plaies dites atones et qui n'ont aucune tendance à la guérison. Cette méthode est en somme une heureuse modification des procédés de cure solaire, d'héliothérapie, dont on connaît l'efficacité.

Fleurs Naturelles et Artificielles
215 DE L'ORILLIER, 260 St-Denis, Tel. Bell Est 1854. (En face du Jardin)

"Trade unionists are found opposing conscription, and the leading opponents of democracy are favoring the system".
SIR WILFRID LAURIER.

Le Canada

"A consultation of the people at short and regular periods is the right of a free people".
SIR WILFRID LAURIER.

VOL. XV — No 191

MONTREAL, FRIDAY, NOV. 16th, 1917

Page 5

THE UNION CABINET IS A CAMOUFLAGE

Sir Robert Borden did not form it until after the franchise operation had made the next elections calculably certain

ESSENTIALLY A SIFTON CREATION

Currents of opinion susceptible of manifestation through the ballot will operate a thorough cleansing of our Canadian politics

SIR Robert Borden has set at rest all doubt the imminence of an election by issuing a statement of the issues on which he intends to appeal for support. There have been some who believed that if he succeeded in forming a Union Cabinet, Sir Robert would find a method of continuing without an election, but it is improbable that such a design was ever seriously entertained, and at any rate Sir Robert's policy is now declared. In his election campaign he means to stress the war issue as the principal basis of his appeal for support, but that he has no intention of putting to one side any other aids can be seen from his declarations in favor of policies so widely separated as extension of the franchise to women and the establishment of Government steamship lines on lake and ocean.

The address shows, also, that he is aware of the disturbance that has been produced during the three years of war, for he proclaims the intention to curb profits, to prohibit hoarding, and to reorganize agriculture, with the idea of improving the farmer's position by getting him larger crops, while, at the same time, improving the consumer's position by assuring him of abundant provisions at lower prices. It is true all this is in the realm of promise rather than of achievement, but the grouping of policies by a Prime Minister seeking a return to power nevertheless presents some sort of picture of conditions as they are in Canada just now.

Like Lloyd George's Cabinet Sir Robert has succeeded in forming his Union Cabinet, in the sense that he has succeeded in inducing certain prominent Liberals to join it, displacing some of his old Conservative colleagues who are otherwise provided for. He tried to effect a coalition on the Asquith model, which should include all the important leaders of both parties. Failing in that, he resorted to the Lloyd George model, keeping the Conservative support solidly behind him and taking what Liberals he could get to help. Out of the Liberal delegation in Parliament Sir Robert got only two, indeed only one who has had front rank during the past six years. Oddly enough, that one, Mr. Carvell, happens to be the severest and most constant critic of the Borden Administration has had, and the criticism has been applied over the whole period of its existence. How there is going to be anything like the usual Cabinet confidence between Mr. Carvell and the men he has so unsparringly denounced passes the understanding of those who have watched the long struggle.

The fact that only one member of the official Opposition has gone over means that Sir Wilfrid Laurier is in a position very similar to that of Mr. Asquith—with the important difference that he does not command a majority of the votes in Parliament, and with the further difference that an election must presently be fought. He has never sought to interfere with the Government in the guidance it has seen fit to give the country since war introduced new elements into the situation; on the other hand, he has declined to shoulder the responsibility for decisions his normal opponents may have made. His answer to the coalition proposals of last summer came to that.

Relation of parties.
"Instead of asking us to join the Government and consider a policy for the future," he said in effect, "you announce your policy and ask us to join your Government; I do not understand the relation of the two great parties to the people who send us here."

Undercurrents of opinion.
For one thing, this withdrawal from the Liberal alignment of the strongly imperialist elements in it, necessarily enlarges the influence of

those who are adverse to imperialist conceptions. It may, and probably will, take time for the essential conflict between the two ideals to develop, if it ever does, but the seeds of it are there. The coming is practically one-sided in Canada; or it may indicate that there are currents of opinion, susceptible of manifestation through the medium of the ballot, which in war times do not readily find organs for expression.

It may be confidently assumed, also, that here, as in all other countries, even war does not put an end altogether to the rivalries, the widely disseminated antagonisms, which express the normal relation between two great political parties. The tactics of party warfare go with the strategy required for the affirmation of fundamental principles. In this aspect of the matter the real opponent of Laurier is not Borden; rather it is Sifton, for the Borden Unionist Cabinet is essentially a Sifton creation, although he is behind the scenes not behind the footlights. He has a strong hand, and he uses simple methods, he used to be in the Cabinet with Laurier, and had to be dropped when the Conservatives over-advert-

HON. SEVIGNY AND THE "FORECLOSURE"

The reception given to Hon. Mr. Albert Sevigny last night at Westmount denotes his popularity. The English-speaking electors of the town stayed at home, knowing that this political clown is only masquerading with a false patriotism to get their support. Even the Unionists cannot digest this modern Jonah, who assumes the role of a prophet to convert his "Dear compatriots" to the new doctrine of Unionism against the Canadianism of Sir Wilfrid Laurier. His "chers compatriotes", have surely made their minds new. His "chers compatriotes", have surely made their minds new. His "chers compatriotes", have surely made their minds new.

SAVING THE EMPIRE ON RIVER LA PLANCHE!

MONCTON, 15 — The Amherst News (Tory), has received a shock. "The Divine Right" of Mr. E. N. Rhodes to be the political autocrat of Cumberland is being challenged. Like an autocratic Emperor of old, he came in land, has been challenged. Like an autocratic Emperor of old, he came in land, has been challenged. Like an autocratic Emperor of old, he came in land, has been challenged.

"Doncherknow! It is an awful bore, if I have to submit to the trouble and turmoil of an election! I promised on this occasion to pose in khaki as a compliment to the brave boys at the front, but the flowing robes and the cocked-hat better adorn my form. The silver lining of Mr. Speaker's robes is much more comfortable in my estimation. The \$1.10 paid to the soldiers in the trenches may be enough for them; but \$23 a day (Sundays not excepted), is better for me. I don't like the sound of 'cocked-hat.' I fear I may be knocked into one! But Rally! Rally! Rally! Rally around the flag that waves over Sir Joseph Flavelle and the Food Profiters! If I am elected I will, as in the past, encourage the production of hours! Re-elect me and again make tracks for prosperity as in 1911. You know how gloriously those sidewalk pledges were redeemed! Were not soup-kitchens crowded and for a while factories empty?"

"Didn't the soup-kitchens pour out the luscious pea-soup in abundance without charge? Could there have been greater prosperity than that! It was munificence! Munificence! Re-elect me, and where there was one soup-kitchen before there shall be three! In these days of the high cost of living, so that my friend Sir Joseph Flavelle can prosper, would it not be a blessing to obtain soup free, when the people of other places starve because food being so dear, it, they cannot purchase? Re-elect me, and I may obtain a public grant for the maintenance of soup-kitchens and relieve the drain upon your pockets! What more would you have?"

"Remember that the eye of the Kaiser is on Cumberland and my election! If I am opposed he will rejoice and continue the war indefinitely. If I am elected he will slide into the Slough of Despond and give up the Ghost! If I am unopposed, conviction strikes my soul, the Kaiser, deeply discouraged will immediately withdraw his troops from the Aisne and the marshes of Flanders. Doubtless you have already noticed that the German withdrawal from a considerable section of the Sambre along the River Aisne, synchronized with my appearance on the slopes of La Planche river, and the issue of my proclamation in the form of an interview! All really great men are now-a-days interviewed, and sometimes a love for exactness in detailed expression of their views compels that they write their own interview! But not in this case! I was never great on writing, but I am a peach on drawing salaries! I have been drawing two salaries and no sword! I did qualify to draw a sword, but somehow it stuck in the scabbard! Duty called me to the banks of the Ottawa at \$23 per day, and not to those of the Yser at \$1.10, and I answered the most important call! I stuck by Ottawa! Duty is still calling me there! You can scarcely realize the drawing power of the \$23 a day as compared with the \$1.10."

"My mere appearance on the slopes of La Planche River was electric in its effects! My announcement that I was here in my favorite role of saving the Empire, startled the Kaiser and encouraged our brave boys at the front! I am sorry I am not with them, but gentlemen, remember that daily pay of \$23! As previously stated, and I do not like repeating myself, except in the matter of drawing \$23 daily, the Kaiser withdrew from the banks of the Aisne as soon as he heard that I was again in the war! Even the boys at the front were encouraged! When they read my dictatorial proclamation in that interview, they bubbled over with enthusiasm! The soldiers in their enthusiasm swept up the slopes of Passchendaele ridge and brushed aside the enemy! The deed will live in history! Gentlemen, and especially ladies, (bless their dear hearts, I near came forgetting the ladies), don't overlook how my proclamation synchronized with the victory at Passchendaele! It fitted in with Sir Douglas Haig's plan! I am always ready to save the Empire! It is not impossible that had my election by acclamation been announced, the job would have been finished, but which job I leave to your imagination! These are great days for jobs! The boys at the front, however, are resting. They are waiting to hear again from me and Borden, in our great copyrighted role of Saving the Empire. Many Roads lead to victory, but I believe I am the main Rhodes! There is no doubt about it! The great issue is, shall Canada refuse to stand by the boys on the banks of the Ottawa! I am one of the boys! Shall we quit or not quit?"

"While the boys overseas are saving the Empire on the Yser, we who remain at home have the duty of saving the Boys on the Ottawa! WILL YOU HELP ME TO SAVE SIR JOSEPH FLAVELLE'S BACON! That is the issue of the hour."

NO "BOB ROGERISM" IN ST. ANNE'S

Hon. Dr. Guerin, whose fearlessness in combat, has gained him as many friends as any one other of the many qualities for which he is justly noted, will be well advised if he shows a remorseless spirit towards the agents of the Union Machine in St. Anne's.

The legitimate voters of St. Anne's are to be relied upon to do their duty in regard to electing the nominee of the great Liberal Chieftain, but then Hon. Dr. Guerin owes it to himself and the country to see that no "importunities" to St. Anne's should be allowed to reduce the majority with which the real people of that important division would send their representative to the Ottawa Parliament, as a token of personal love and esteem as well as of protestation against a furtherance in power of an Ontario dominated "Union" government.

The "Union" Government machine must not, then, be allowed to bobber the grand old historic constituency of St. Anne.

ERIN.

THE SO-CALLED LIBERAL-UNIONISTS

Montreal, Nov. 13.

Editor Le "Canada".
It has been said that life is impossible without forgetting, but loss of memory seems to be the chief mental characteristic of the so-called Liberal-Unionists. A few patriotic and high sounding phrases from Sir Robert Borden, a copious use of the magical word union, and a few port-folios offered have had a curious effect on their minds and understandings. They have forgotten the outrageous Franchise Act, the Canadian Northern deal and the war grafting and are willing to receive the benefit of the Elections Bill in their counties, and to help in handing out the swag to Mackenzie and Mann, one is reminded of Cowper's poem,

A youngster at school, more sedate than he, Had once his integrity put to the test; His comrades had plotted an orchard to rob, And asked him to go and assist in the job. He was shocked, sir, like you, and answered, Oh no! What rob our good neighbor! I pray you don't go to go! Besides, the man's poor, his orchard's his bread, Then think of his children, for they must be fed. You speak very fine, and you look very grave, But apples we want, and apples we'll have; If you will go with us, you shall have a share. If not, you shall have neither apple nor pear. They spoke, and Tom pondered, I see they will go; Poor man! what a pity to injure him so! Poor man! I would save him his fruit if I could, But staying behind will do him no good. If the matter depended alone upon me, His apples might hang, till they dropped from the tree; But, since they will take them, I think I'll go too, He will lose none by me, though I gain a few; His scruples thus silenced, Tom felt more at ease, And went with his comrades to the apples to seize; He blamed and protested, but joined in the plunder but pilled the man."

This seems to be an accurate rehearsal of the Liberal-Unionist reasoning. The Franchise Act is bad, but they must get the benefit of it. How different is this from the noble stand of Sir Wilfrid Laurier for personal liberty and the rule of the people, though deserted by most of his English lieutenants.

Yet prophetic like that lone one stood with dauntless words and high. That shook the rare leaves from the wood as if a storm passed-by."

One of the Liberal-Unionists, Hon. L. B. Carvell, in his Sarnia speech said he would return to the old Liberal party as soon as the war was over. One may imagine a somewhat melodramatic parting in the style of the young woman in the ballad,

Though tears it may cost, I fear we must part my dear Sue, Since you have no character left at all, and I have not got enough for two.

Anything they may say of the Borden cabinet, after leaving it will be vitiated by the fact that they accepted office in it and thereby condoned two of its worst acts: the Franchise Bill and the Canadian Northern deal. They had enough anger at these measures, when first proposed, but it all coaxed out at the tips of the fingers, and they showed themselves unwilling to follow Laurier in a fight for principle. One thing this election will show is, I imagine that the English Liberal press will be singularly unable to deliver the Liberal vote to the Borden Government under any name it may assume. The English vote may not be gratifying to the self-styled patriots.

R. E. HUTCHISON, 47 Cathcart.

A DEMOCRAT'S MISTAKEN APPEAL

EDITOR, Citizen:—Now that we have the manifesto of Canada's great democrat, Sir Wilfrid Laurier, the duty of every good citizen becomes plain.

Your advocacy of the Union Government is apparently predicated on the bill to conscript one hundred thousand men; but, when one has seen the facts from the front, there is nothing to that. With its limitation to one hundred thousand, it is surely but a notice of abandonment to the men at the front,—if the great struggle lasts as long as present circumstances indicate. It is my conviction that under Sir Wilfrid's leadership, with a proper appeal to those sections of the country that have, so far, failed to respond as they might have done, we can do far better for our boys overseas than the conscription act. The Tory-Nationalist alliance has so far rendered such an appeal impossible. In a letter I wrote to one of your Montreal contemporaries several months ago, I pointed out that Napoleon when it may be conceded knew something of war, declared that high morale stood as three to one. My sojourn of the past four months in the U. S. confirm this. There is no comparison between those who go with the spirit of the volunteer, and those who go under the goad "we must". Conscription may get the larger quantity; voluntarism gets the quality. When one has reached this conclusion the only argument for the return of the flag-flapping fakirs has disappeared.

There are, however, many cogent reasons why the common people of Canada should demand their overthrow. They attained office by misrepresentation; have delayed the advantages of wider markets so essential to the well-being of the people,—the common people in contradic-

THE REASON WHY

"I will vote for Leclerc", said a Westmounter at the meeting yesterday, "because his record is clean. And also because Sevigny has too many records".

tion to the plutocracy whom they have so slavishly served. In the Province of Quebec they gained their support almost exclusively from the preachers of sedition. Of such were Sevigny and Blondin; and one may doubt their recently alleged trip to Damascus. There is not and never has been anything in the Tory-Nationalist group that commands them to the honest, plain, "nobody in particular" people of Canada; there is nothing in the record that improves the position. When their leader on his trip to England, in the autumn of 1912, learned at first hand the displeasure of the British naval authorities at the breaking up of the program they had so carefully worked out, he was, owing to his Nationalist alliance, unable to rectify his error, but instead on his return shouted "A great emergency, let's send \$35,000,000 to build ships in Britain." The thing was too superficial to deceive any but the most simple.

But, say some, Sir Robert has now associated with him from the outside some men of the highest standing. True in Mr. Crerar at least he has one in whom democracy and soundness of judgment, the people, the common plain people, might place reliance, but he goes into the administration with his hands tied. All controversial questions are to be deferred till after the war. The Canadian people are sickened of more partisan controversy, but there are questions that are not party questions, but "the people's interests" that demand attention. What, for instance, of tariff-free food, so that relief from the high cost of living may be obtained at those seasons, and in those localities, where advantageous purchasing may be made over the imaginary line?

One of your correspondents likened the Union idea to putting rancid butter with bad eggs. The simile was not a happy one; Sir Robert has succeeded in mixing with his good butter, some very good butter. But good butter with doubtful eggs, endangers the butter. Doubtless an ancient writing told of the danger of putting new wine in old bottles?

A BIBLICAL SITUATION

Cahan will run in Maisonneuve against Lemieux.
In the latter, Cahan will meet a most able man, and I am sure for a reason.

The war is one for democracy, and the paramount consideration of the Canadian electorate must be the preservation of their own democracy. Why fight for democracy overseas while it is destroyed at home? Shall we fight for the restoration of Serbia, Belgium, and Alsace in Europe, and tamely submit to its destruction at home? The War Times' Election Act was, in truth, conceived in the sin of partisanship—when Union was yet quite nebulous—and shapen in the iniquity of closure and fury, depriving as it does very many earnest, loyal, hard-working win-the-war women, in the provinces west of the lakes of the franchise they should justly exercise; likewise creating a scrap of paper the citizenship guarantee so many thousands of Europeans who came to our shores in good faith, impelled perhaps mostly by economic considerations, but in large

ALD. W. J. HUSHION AND MR. S. C. MUNN

Two "Laurieristes" have accepted last night to run in opposition to the Union Candidates in Montreal. Alderman W. J. Hushion will contest St. Antoine against Sir Herbert Ames, the "Shoeman," and Mr. S. C. Munn will run against "Paint and Varnish" Ballantyne (the fighting Colonel) in St. Lawrence-St. George. Both were the choices of unanimous conventions.

AN APPEAL TO BRITISH WAGE EARNERS

Editor Transcript: Knowing the bitter fight that you have had to wage in this country for some of the rights you won and which you cherish, don't you think that you must remain cool in the face of this haze of appeals to passion and prejudice?

Let me ask you some questions:
You see to-day, combined to beat one man, the most powerful coalition of interests ever known in this country. Why?
You see every Trust in Canada opposing Laurier. Why?
You have seen prices soaring and paupers become rich in months. Why?
You see labor organization supporting the Liberal platform. Why?

You see the Old Man, after fifty years of political life, as poor as the day he entered politics, asking you to guard your interests in this election. Why?

IF THIS POWERFUL COMBINATION GAINS CONTROL OF THE GOVERNMENT OF THE COUNTRY, HOW WILL YOU FIGHT IT WHEN YOUR INTERESTS ARE JEOPARDIZED? ENGLISHMEN! KEEP COOL AND THINK IT OVER. Read the history of the signing of Magna Charta. Its your duty NOW!

Racial appeals don't make nations, they tear them asunder! LIBERTY.

Moncton, N. B., Nov. 10.

"SEDITION" A SWEET MORSEL TO THEIR TONGUES

ANY PERSON WHO VENTURES A VIEW OPPOSITE TO THE WIN-THE-WAR DOCTRINE IS "A TRAITOR", "DISLOYAL" AND "SEDITIONARY".

TORIES to-day, as ever in the past find the word sedition a sweet morsel to their tongues. Any person who dares to venture a view opposite to Tory doctrine is "a traitor, disloyal and seditious." It is the old Tory argument against reform proposals. Since the dawn of human liberty, it has been the pet contention of vested power. An attempt is being made in Canada at the present moment to blacken the reputation of anyone who dares to exercise freedom of speech. A very interesting explanation of what is sedition from a legal standpoint, was given this week in Ontario when Justice Riddell, addressing a grand jury at an Assize Court, spoke as follows:

"According to the law of England, which is also the law of Ontario, it is the inalienable right of every subject of his Majesty to oppose any measure introduced into Parliament. That he had a right to free speech and a free press and that before the measure is passed he has a perfect right to use every argument, fair or unfair, against it. But once an act is passed and becomes the law of the land, no one has any right to urge or argue for resistance to it. The people of Canada have the right to vote for a Government to repeal any act, they have a right to urge for its repeal, but to urge resistance to it, unless and until it is repealed, is seditious. One of the articles complained of urged revolution against the part of the masses, and it by that it was intended to urge a revolution against his Majesty, that was perilsously near treason, if not treason itself, and in any event it was seditious."

"A seditious libel is a seditious article which is likely to cause or is intended to cause, discontent with the Government of the country and if the Grand Jury find that the object and tendency of the articles complained of were either to advise resistance to an act of Parliament or a revolution against his Majesty, they should find a true bill, but neither they nor any other jury had a right to condemn free speech and free press so long as there is nothing seditious or traitorous."

part to free themselves from militarism and autocracy. Our old-liberalists must be shown that not only is honesty the best policy, but it is the only policy that can be tolerated by a free people; that the plan of a dominant political party tampering with the foundations of our civilization will not be tolerated. Let us drive from public life all those who conspired in his iniquity in the Commons, whether their label be Liberal or Tory.

It is well that old party lines should be obliterated but we are confronted with a condition where the people must choose between sham, fury and reaction, with whatever veneer it may be covered, led by the forces that have mismanaged Canada since 1911; and an alternative of a great democracy of the plain common people, led by Canada's clear-headed democrat, Sir Wilfrid Laurier.

Surely a great paper of the standing and professions of the "Citizen" cannot hesitate as to which cause it shall serve.—Henry Timmis.

GUTHRIE, THE UNSGRATEFUL

"Hon. Hugh Guthrie, Solicitor-General stated that acceptance of the policy laid down by Sir Wilfrid Laurier in his manifesto regarding conscription would mean the practical withdrawal of Canada from the war. The delay alone would entail most serious results. The Canadian forces

A CANDID ADMISSION

"The recruiting propaganda was not adroitly managed in Quebec by the authorities, and it received little unofficial aid. A systematic campaign of education was imperatively needed as an antidote to the Nationalist anti-war virus, and to overcome the indifference bred by a too Provincial outlook, but it was not a task that promised rewards to the politicians, Sir Wilfrid Laurier gave what his age, health, and public duties permitted, but it is probably true that in the great majority of the parishes no recruiting appeal has been heard." (The Globe).

LE MARCHE LOCAL

A ETE CALME

SMART WOODS PASSABLEMENT ACTIF. — BRAZILIAN A PRIS UNE AVANCE DE 1-4 P. CENT — LES OBLIGATIONS DE GUERRE ONT ETE NEGLIGEEES.

Le marché local a été calme, hier. Smart Woods a fait preuve d'une certaine activité dans l'avant-midi. Le 60 qu'il était à l'ouverture, le prix de cette valeur s'est abaissé d'un point. Il était de 7 points 3-4 au-dessus du prix minimum.

Brazilian a pris un gain de 1-4 de point, suivant ainsi l'avance qui avait été enregistrée la veille à Toronto. C'est la seconde fois cette semaine qu'il s'est négocié au-dessus du minimum.

Iron a été complètement négligé. Le prix de la demande était de 53 et celui de l'offre de 52 1-2.

Steel of Canada qui était retombé la veille au minimum de 49 1-2, était ferme, en fermeté, à 49 3-4, peu actif.

Il y a eu aussi quelques demandes pour le Canada Steamships Voting Trust à 39 3-4 et pour le Shawinigan à 107. Ogilvie Flour Mills était à 140. Les transactions des lots irréguliers se sont confinées au Bell Telephone à 130, Car à 151-2, Civic Power à 68 1-2, Maple Leaf à 73, Toronto Rails à 60.

A Wall Street, le marché, après avoir langué et éprouvé toute la journée une certaine lourdeur, a repris, plus d'animation et fermeté et les prix ont été meilleurs.

La situation restant, en général, assez tranquille jusqu'à ce que d'autres développements du théâtre de la guerre aient donné une nouvelle impulsion au marché.

Comme on a pu s'en rendre compte par les effets des nouvelles déstabilisatrices de Russie et d'Italie, il est évident que nos chances de fortune sont étroites, tant liées aux succès des Alliés.

Hier après-midi, l'on a reçu des nouvelles de succès obtenus par les Anglais en Palestine en même temps que des nouvelles plus rassurantes des événements du front italien et c'est ce qui a contribué à la légère avance des prix constatée en fermeture.

Le marché local a cependant été très calme. Le seul fait à signaler a été une avance du Dominion Iron qui s'est hissé de 52 1-2 à 53. Smart Bag a été la seule valeur qui ait été négociée au cours de la première demi-heure. 150 parts ont changé de mains dont 125 à 61 et 25 à 60; 63-4 au-dessus du minimum.

Les seules transactions dans le groupe des valeurs de banque ont été celles de la Banque Molson. La vente des obligations de guerre a été relativement insignifiante.

Toutal des ventes: parts ordinaires, 799; priorités, 7; banques, 100; obligations de guerre, 1025, \$500, 1931, \$100; 1037, \$1000.

VENTES DE L'AVANT-MIDI

Valuers Ordinaires: Bell Telephone—1 à 12, 9 à 120. Brazilian—10 à 60. Canadian Steamship Voting Trust—100 à 39 3-4. Civic Investment—20 à 68 1-2, 2 à 68 1-2. Shawinigan—25 à 107. Toronto R. & S. N. 100 à 60. Canadian Car—10 à 18 1-2. Maple Leaf Mill—5 à 100. Ogilvie Flour Mills—10 à 140. Pennam—2 à 65. Smart Woods—25 à 60, 125 à 61. Steel Co. of Canada—25 à 50, 8 à 50, 2 à 60, 10 à 50, 15 à 50, 2 à 50.

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

BOUTRE DES MINES

Cours journaliers par la maison Bryant, Dun & Co., rue Saint-François-Xavier, Montréal:

	Off.	Dem.
Adams...	11	12
Bell...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12
Bell Telephone...	11	12

PESSIMISME A

WALL STREET

LE NOMBRE DES TRANSACTIONS A CONSIDERABLEMENT DIMINUE. — LES INDUSTRIELS PRESENTENT UNE LEGERE AVANCE A 3 POINTS. — LES EMPRUNTS DE LA LIBERTE ONT ETE A LA BAISSE.

New-York, 15. — Une diminution considérable des opérations due probablement aux mesures prises contre les spéculateurs, telle a été la note caractéristique de la Bourse de New-York.

Le nombre des transactions est tombé à 350,000.

Nous sentons les précautions prises contre les baissiers, il est possible qu'une forte liquidation et la vente à la baisse eussent marqué la journée d'aujourd'hui.

L'amélioration de la situation des chemins de fer et le programme financier du gouvernement énoncé par le Secrétaire du Trésor, n'ont pas été des facteurs suffisants pour provoquer un mouvement à la hausse.

L'absence de nouvelles définitives de la Russie et de l'Italie a aussi contribué à entretenir le pessimisme dans le monde des agents de change et à provoquer la baisse des obligations de la Liberté.

Les Industriels et les voies ferrées accusent une légère amélioration et ferment en hausse de 1 à 3 points au-dessus des niveaux les plus bas.

Les obligations internationales ont aussi pris une légère avance, mais les valeurs domestiques ont été très irrégulières.

Les obligations de la Liberté à 4 p.c., ont varié entre 99.80 et 99.24 et ont fermé à 99.50. Celles à 3-1/2 p.c., ont décliné de 98.90 au nouveau minimum de 98.40. Elles sont remontées à 99.00 pour fermer à 98.94.

Le total des ventes des obligations, valeur au pair, a été de \$4,120,000.

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

	Off.	Dem.
Allis-Chalmers ord.	104	104 1/2
Am. Beet Sugar	32 1/2	32 1/2
Am. Can. Found.	63 1/2	63 1/2
Am. Loco.	71 1/2	71 1/2
Am. Smelting	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2
Am. Steel	71 1/2	71 1/2

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Brunner, Noyes & Co., rue Saint-François-Xavier.

SEANCE TRES CALME

A LA BOURSE DE TORONTO

CINQ VALEURS SEULEMENT ONT ETE NEGOCIEES. — LES VALEURS DES ACIERIES COMPLEMENT IGNOREES. — LA DEMANDE POUR LES OBLIGATIONS DE L'EMPRUNT DE GUERRE PRESQUE NULLE.

La Bourse de Toronto a presque complètement chômé aujourd'hui. Les valeurs seules ont été négociées, s'élevant à un total de 235 parts. La demande pour les obligations de guerre, pour les obligations temporaires, n'a été que très faible. L'on attribue ce calme du marché de la Bourse à la campagne de l'emprunt de la Victoire, mais cette raison ne peut suffire à l'expliquer, surtout si l'on tient compte du fait que la semaine dernière, le marché a été très actif.

Les stocks des aciéries ont été complètement ignorés. Les transactions ont porté seulement sur Mackay, Twin City, Dome, Cement et Barcelona.

Il n'y a pas eu de changement dans les prix, excepté pour Twin City, qui était à 69 1-2 et s'est négocié à la baisse. Dans le groupe des obligations de guerre, le troisième emprunt a donné lieu de transactions à 93 3-4 et dont le montant ne s'est élevé qu'à \$1,200. Le marché d'aujourd'hui a certainement été le plus calme de l'année écoulée.

LES MARCHES AUX GRAINS

A CHICAGO.

Chicago, 15. — La perspective d'une augmentation dans les arrivages de grain nouveau a contribué à faire baisser les prix du maïs. La fermeté a été nouvelle comme hier, accusant une baisse d'un 1-2 cent au-dessus de 1.19 1-4 et mai de 1.15 à 1.15 1-8. L'avoine a pris une avance nette de 5-8 à 7-8 de cent.

Malgré quelques avances, le marché du maïs a marqué pendant toute la durée de la séance, et surtout vers la fin, une tendance à la baisse.

Les avis de consignations considérables faites dans l'Ohio ont particulièrement attiré l'attention. Ces avis étaient accompagnés de renseignements de baissiers qui affirmaient que ces envois contiendraient une moins grande quantité de grain avarié, circonstance indiquant que les grains expédiés seraient de meilleure qualité que de coutume.

La nouvelle que le nombre de spéculateurs à la hausse ont été appelés devant l'Attorney fédéral du district les efforts entrepris par l'administration des vivres pour fournir une plus grande quantité de provisions a aussi pu à l'avance des prix.

La demande a été très forte sur le marché de l'avoine de la part des exportateurs.

La variation des prix a été comme suit:

	Ouv.	Max.	Min.	Ferm.
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2

LES MARCHES AUX GRAINS

A CHICAGO.

Chicago, 15. — La perspective d'une augmentation dans les arrivages de grain nouveau a contribué à faire baisser les prix du maïs. La fermeté a été nouvelle comme hier, accusant une baisse d'un 1-2 cent au-dessus de 1.19 1-4 et mai de 1.15 à 1.15 1-8. L'avoine a pris une avance nette de 5-8 à 7-8 de cent.

Malgré quelques avances, le marché du maïs a marqué pendant toute la durée de la séance, et surtout vers la fin, une tendance à la baisse.

Les avis de consignations considérables faites dans l'Ohio ont particulièrement attiré l'attention. Ces avis étaient accompagnés de renseignements de baissiers qui affirmaient que ces envois contiendraient une moins grande quantité de grain avarié, circonstance indiquant que les grains expédiés seraient de meilleure qualité que de coutume.

La nouvelle que le nombre de spéculateurs à la hausse ont été appelés devant l'Attorney fédéral du district les efforts entrepris par l'administration des vivres pour fournir une plus grande quantité de provisions a aussi pu à l'avance des prix.

La demande a été très forte sur le marché de l'avoine de la part des exportateurs.

La variation des prix a été comme suit:

	Ouv.	Max.	Min.	Ferm.
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2

LES MARCHES AUX GRAINS

A CHICAGO.

Chicago, 15. — La perspective d'une augmentation dans les arrivages de grain nouveau a contribué à faire baisser les prix du maïs. La fermeté a été nouvelle comme hier, accusant une baisse d'un 1-2 cent au-dessus de 1.19 1-4 et mai de 1.15 à 1.15 1-8. L'avoine a pris une avance nette de 5-8 à 7-8 de cent.

Malgré quelques avances, le marché du maïs a marqué pendant toute la durée de la séance, et surtout vers la fin, une tendance à la baisse.

Les avis de consignations considérables faites dans l'Ohio ont particulièrement attiré l'attention. Ces avis étaient accompagnés de renseignements de baissiers qui affirmaient que ces envois contiendraient une moins grande quantité de grain avarié, circonstance indiquant que les grains expédiés seraient de meilleure qualité que de coutume.

La nouvelle que le nombre de spéculateurs à la hausse ont été appelés devant l'Attorney fédéral du district les efforts entrepris par l'administration des vivres pour fournir une plus grande quantité de provisions a aussi pu à l'avance des prix.

La demande a été très forte sur le marché de l'avoine de la part des exportateurs.

La variation des prix a été comme suit:

	Ouv.	Max.	Min.	Ferm.
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2
Maïs...	119	119 1/2	118 1/2	119 1/2

LES MARCHES AUX GRAINS

A CHICAGO.

Chicago, 15. — La perspective d'une augmentation dans les arrivages de grain nouveau a contribué à faire baisser les prix du maïs. La fermeté a été nouvelle comme hier, accusant une baisse d'un 1-2 cent au-dessus de 1.19 1-4 et mai de 1.15 à 1.15 1-8. L'avoine a pris une avance nette de 5-8 à 7-8 de cent.

Malgré quelques avances, le marché du maïs a marqué pendant toute la durée de la séance, et surtout vers la fin, une tendance à la baisse.

Les avis de consignations considérables faites dans l'Ohio ont particulièrement attiré l'attention. Ces avis étaient accompagnés de renseignements de baissiers qui affirmaient que ces envois contiendraient une moins grande quantité de grain avarié, circonstance indiquant que les grains expédiés seraient de meilleure qualité que de coutume.

La nouvelle que le nombre de spéculateurs à la hausse ont été appelés devant l'Attorney fédéral du district les efforts entrepris par l'administration des vivres pour fournir une plus grande quantité de provisions a aussi pu à l'avance des prix.

La demande a été très forte sur le marché de l'avoine de la part des exportateurs.

La variation des prix a été comme suit:

	Ouv.	Max.	Min.	Ferm.
Maïs...	119	119		

LE "CADASTRE" SOUS-MARIN ALLEMAND

Comment nos ennemis étaient renseignés sur les mouvements des navires dans la mer du Nord.

Le titre de cet article surprendra sans doute, et l'on cherchera à la signature quelque nom connu dans la marine. Or, je lui suis complètement étranger, et je n'ai même pas le pied marin.

Mais, récemment, j'ai voyagé et j'ai traversé jusqu'à quatre fois, sans autre inconvénient que la nausée classique, une mer qu'on disait infestée de sous-marins, et qui l'est sans doute, la mer du Nord. Et le puis de la dire ce que j'ai vu, à savoir que lorsque l'Anglais protège un navire et veut le faire passer à port, elle y arrive quatre-vingt-dix fois sur cent. C'était une première constatation utile.

Une autre, qui en est la contrepartie fut celle-ci : l'infailibilité avec laquelle les cargos ou navires de commerce "non convoqués" étaient repérés du sous-sol maritime, attendus par le sous-marin qui émergeait à point et torpillés à coup sûr, qu'ils fussent d'ailleurs hollandais, danois, suédois ou norvégiens. La Norvège était, dans ces exécutions sommaires, grande favorite. On sait pourquoi. Son commerce était pro-entente.

Cette perfection dans l'attente n'était et ne pouvait être que le résultat d'une information par l'espionnage poussé au dernier degré du raffinement. De ceci je puis donner cette preuve. Lorsque, en avril dernier, je me présentai au consul de Norvège pour lui demander si la traversée vers un pays du Nord se faisait toujours par cette ligne, il me répondit : Non. Et parce que "Parce que, me dit-il très lentement et en pesant ses mots, les trois derniers bateaux (non convoqués) ont été torpillés tous les trois, au même point de la mer du Nord, et par le même sous-marin. A telles enseignes que le commandant du sous-marin dit poliment aux rares rescapés qu'il laissait par exception se sauver : "J'attends le quatrième." Sur quoi, il replongea. Alors, vous comprenez, il a fallu changer de ligne. Allez vous informer à Londres."

A Londres, on nous aiguilla sur la ligne nouvelle; et, convoqués, protégés par l'eau, dans l'air, nous abordâmes sans risque où nous nous proposons d'aller. Mais toujours cette infailibilité des "coups" faits par les sous-marins nous demeurait inexplicable.

Elle nous fut expliquée soudain, et elle éclata avec la plus accablante évidence le jour de notre départ de Christiania.

C'était le 31 mai dernier. Par un temps splendide, tout un lot de Français et d'Allemands prenait, ce jour-là, le rapide (tout est relatif) Christiania-Bergen, pour trouver à Bergen un de ces petits navires qui narguent "tout et conduisent saines et sauves de l'autre côté de l'eau les "missions" dont ils sont chargés.

L'un de nous avait acheté, en gare, au départ, le "Tidens Tyn", le grand journal de Christiania, propriété, comme d'ailleurs tous les journaux de Norvège, nous cotisations nos à peu près de vocabulaire scandinave pour déchiffrer les nouvelles de la guerre, lorsque un lecteur, moins ignorant de la langue, poussa tout à coup un cri : "Voyez! voyez! faisait-il, inouï, diabolique! là! là!" Et sa main s'agitait sur une sorte de carte divisée en cases, qui s'élevait au-dessus d'un titre en gros caractères, escorté lui-même de renvois et d'une légende explicative. Que signifiait cette grosse émotion?

Ce que nous avions sous les yeux était une pièce saisie au domicile d'un Allemand de Christiania, soupçonné de tahir le mouvement des

navires. Et du coup, on avait découvert le pot-aux-roses. Le document saisi était de calibre. Qu'on en juge!

C'était, tout simplement, le sous-sol marin de la mer du Nord cadastré, divisé en compartiments, et organisé pour l'action précise des sous-marins qui y fonctionnaient avec une sûreté d'emplois à leur bureau. Je m'explique.

Imaginez un damier, et chaque carré du damier numéroté et teinté. Le sous-sol marin est divisé en zones, une clef spéciale devait évidemment le donner. On ne l'a pas trouvée avec la pièce, je crois. Mais, ce que l'on a trouvé, c'est la clef des formules signalétiques qui révélaient au sous-marin par la T. S. F., quand il allait "respirer" à des heures convenues, la nature du navire à guetter, l'heure de son passage au-dessus du casier d'eau où le sous-marin était embusqué, et jusqu'à la force du projectile qui devait suffire à le couler. Ainsi tenu au courant, plusieurs fois par jour ou par nuit, le sous-marin qui avait son domicile établi dans la profondeur du cadre 343, par exemple, savait, la montre en main, quand sa nouvelle victime se présenterait à lui, et il l'envoyait par le fond sans risque. Si, par hasard, le bateau était armé, de cela encore il était informé par des signes : W — 3 B, par exemple. (Je cite à peu près), signifiait bateau armé, à trois cheminées, et ainsi de suite. Alors, sachant à quelle force il avait affaire, si l'attaque tournait mal, il se dérobait. Mais, le point à retenir, c'est qu'il savait tout, et n'émergeait qu'à coup sûr pour sa besogne.

Mais alors? d'où venaient les renseignements? De partout. Tous les moyens étaient bons. On connaît aujourd'hui d'action d'un sous-marin aux Etats-Unis, et l'on sait les chiffres fabuleux mis à la disposition des organisateurs de l'espionnage. Il y avait des sous-Bernstoff partout. A Christiania on montrait couramment l'homme élégant et plein de chèques, Allemand installé dans un hôtel de premier ordre, qui faisait son service de "renseignements", suivant la formule acceptée. Dans chaque port, sur tous les points de la côte, des espions. Des appareils de T. S. F. (si faciles à dissimuler), étaient semés partout, manœuvrés par des gens achetés. Du coup, aucun navire ne pouvait aborder ni partir sans que les conditions de son voyage fussent signalées avec toutes les caractéristiques du bâtiment. Et de là ce "code" signalétique, qui renseignait les crocodiles qui vivaient leur vie dormante au fond du casier 25 ou du casier 250, jusqu'au moment où leur carapace émergeait pour l'œuvre de mort.

Le "Tidens Tyn", en publiant purement et simplement sa découverte, portait un coup droit à l'organisation sous-marine. On effaillait changer le "code", désormais expliqué et capté par tous les "sans-fil". Et des enquêtes bien conduites révélèrent les origines des fuites, les T. S. F. près des ports, etc. C'est alors qu'eut lieu l'effaillage des bombes de Norvège. Ce que visaient ces bombes, quels organes précieuses aux Allemands elles se proposaient d'atteindre, je puis le soupçonner, mais je dois me borner là.

En tout cas, on remarquera cette coïncidence du déclin graduel des pertes par sous-marins depuis la date que j'indique, début de juin. Après le secret éventé, la perturbation s'ignora. Et, à cette heure, les sous-marins allemands enregistrent échec sur échec.

S. Rocheblave.

L'ENIGME DE RIGA

Comment le grand port russe est tombé entre les mains des Boches.

M. Ludovic Naudeau, envoyé spécial du "Temps" à Petrograd, donne les détails suivants sur la chute de Riga.

De quatre à six cents canons, dont beaucoup du calibre de 8 à 9 pouces, contre 180 canons dont les plus nombreux étaient du calibre de 6 pouces et demi! Un tir exact, sur des buts connus, repérés, précisés depuis longtemps par l'espionnage qu'avait facilité les "fraternisations" antérieures! Mais, surtout, un tir réglé par une nuée d'aviateurs survolant, avec leurs appareils blindés, les batteries russes, non aidées, ou peu aidées, elles par des observateurs aériens! En quatre heures, toutes les batteries russes d'Iskoul sans exception, anéanties par une chute inouïe de projectiles aplats, qui empoisonnaient hommes et chevaux! Alors, ce travail préliminaire accompli, le feu des batteries allemandes dirigé avec la même exactitude, sur les tranchées où est tapie la 186^e division russe. Celle-ci vient d'assister, consternée à la destruction de l'artillerie qui la protégeait; désormais, elle n'a plus de quoi se défendre. Elle est broyée implacablement par l'averse infernale. La 186^e division, déjà très réduite, est déboulée de ses croutons terribles; elle recule, découragée.

Aussitôt, les Allemands lancent 300 canons, jettent un pont, deux ponts, trois ponts et passent le large fleuve presque sans coup férir; les restes de la 186^e division essayent quelques contre-attaques, puis, finalement, s'éloignent à 10 verstes de la rivière par l'ennemi. C'est en fait! La Dvina est conquise! Riga est à nous! Mais la 186^e division a-t-elle fait tout cela? Non, puisqu'elle n'a fait échouer, à ce jour, rien de plus que des débris. Alors? Que s'est-il donc passé?

Il s'est passé que, si les Allemands n'ont attaqué Riga qu'avec sept divisions et se trouvaient, au point de vue des forces d'infanterie, dans la proportion de 1 contre 3, par contre ils étaient assés, en ce qui concerne les moyens techniques, une supériorité colossale. Avec des batteries, il s'est passé à Riga ce que l'on a vu passer ailleurs, cent fois sur le front russe. Les Allemands ont obtenu cette victoire exactement comme ils avaient obtenu presque toutes les autres, avant la révolution, par la supériorité écrasante de leur artillerie sur un point bien choisi. Il s'est produit, le 18 août, de graves défaillances parmi certaines trou-

pes qui ont participé à la bataille de Riga; nous en parlerons plus loin; mais il reste à prouver que ces défaillances ont été beaucoup plus graves que certains autres découragements survenus avant mars 1917.

Est-ce la révolution qui a perdu Varsovie, Grodno, Kowno, Vilna, Przemysl, Lvov? Est-ce qu'il n'y avait pas déjà deux millions de prisonniers russes en Allemagne avant la chute de Nicolas II? Est-ce que les cas de redditions en masse étaient inconnus au temps de l'empereur? Est-ce que le vieux Hindenburg, l'hiver dernier, juste après la conférence des Alliés à Petrograd, alors qu'on ne pouvait pas du tout prévoir l'imminence de la révolution, ne prononçait pas quatre mots significatifs?

C'était dans une interview avec un journaliste américain, Hindenburg parla très longuement du front franco-anglais se répandant en vastes considérations stratégiques et tactiques. Mais, à une question relative au front russe, il répondit seulement par un sourire dédaigneux accompagné de ces mots : "Ich kenne meine Russen!" (Je connais mes Russes!)

Nier que la révolution ait dangereusement ébranlé la discipline serait une aberration. Mais c'est une autre aberration que d'attribuer à la révolution chaque insuccès survenu en 1917.

Le 20 août, une partie de la 8^e armée ennemie devint active à l'ouest des marais du Troil. Le 9-22 elle attaqua le long du railway Toukhoum Riga. Les Russes retirèrent Kemmeru. Accablée, confirmant la stratégie du monde militaire russe qu'une concentration allemande s'opérait sous Mitau. Le 14-27, apparition de croiseurs et de chalutiers-dragueurs à l'entrée du golfe. Inquiétude générale.

On s'attendait à une grande attaque allemande soit par Olai, soit par Iskoul. Des transfuges avaient annoncé non-seulement le jour, mais l'heure du grand choc qui fut porté le 19 août-1^{er} septembre à Iskoul. Ce "coup d'artillerie", s'il ne fut pas chronologiquement une surprise, en fut cependant une par l'effet exorbitant de ses 600 canons.

Dans la capitale balte, que s'est-il fait? On ne sait. A force de vivre devant un danger, on ne conçoit plus son existence. Depuis 1915, on s'est habitué à vivre au voisinage de l'ennemi qui décidément, pour des raisons inconnues, n'avait point dessein de prendre la ville. Pendant la nuit du 18-31 au 19-1^{er}, zeppelins, bombes. Le 19-1^{er} septembre, au ma-

tin, flegme vie normale, bien qu'une terrible canonnade fut entendue dans la direction d'Iskoul, depuis l'aurore. A 3 heures et demie, chute soudaine d'obus dans la ville, nombreuses victimes.

Toutefois, l'activité demeurait presque ordinaire; succursales des banques, théâtres, cinémas, journaux, tramways, tout restait en fonctions. On pendait aux bacs de gaz quelques espions. Le bombardement devenait intense à 6 heures du soir. La foule, qui avait cru trouver asile dans le Wohrmannsh Park, y était, au contraire, atteinte par de gros obus qui fracassaient d'énormes chênes. Le soir, l'aqueduc fut rompu et l'on n'eut plus d'eau pour éteindre les incendies.

Une grande masse de troupes traversa la ville à marche forcée la nuit venant de l'ouest et allant à l'est. On crut simplement à un changement de position. Le 20-2 septembre au matin, la confiance dans l'issue de la lutte était encore unanime. Jusqu'à midi le 20, les autorités déclaraient la situation non critique, si bien que les trains partaient de Riga non complets. Mais le bombardement se fit plus terrible encore. Plusieurs rues voisines de la gare furent rasées. Rien que dans l'édifice de la Maison du peuple fut incendié 40 personnes. Cependant on avait encore la foi, on racontait que la 186^e brigade lettone avait repoussé à Olai 18 attaques successives. Mais à midi, nouvelle et meurtrière avalanche d'obus. Les rues, jonchées de cadavres!

A 6 heures du soir, coup de foudre; consternation de la population russe et lettone; et peut-être joie mêlée de terreur parmi les éléments germaniques. On apprit tout d'un coup la terrible occurrence de la veille, les effrayantes menaces du présent; Riga était presque séparée de la Russie. Et toujours ces obus qui tombaient, bruyant tout, incendiant tout. Des nouvelles qui arrivaient semblaient l'épouvante; la 186^e brigade lettone entourée et prise; la 2^e armée russe en danger! Ah! comment le savoir! Ce fut alors une ruée éperdue vers la gare, parmi les grands éclairs des obus, les crépitements des incendies, les appels douloureux de ceux que le torrent de la panique séparait des êtres qui leur étaient chers. Dix trains partirent à dix minutes d'intervalle; le dernier s'éloigna à 8 heures du soir. Les fugitifs qu'emportaient ces trains, terrifiés par cette crise survenue avec soudaineté d'un cataclysme, apercevaient au lointain, derrière eux, la ville sous un dais de flammes et de fumées rouges d'où montaient des poudrolements d'étincelles.

A 10 heures du soir, terreur! Il sembla qu'un volcan s'ouvrit; une flamme escalada le ciel monstrueusement, et toute la banlieue s'illumina. C'était le grand pont métallique, long de 400 mètres qui sauta en deux. La nuit du 20-2 septembre au 21-3 septembre fut, hélas! une nuit d'horreur. Des soldats débandés, des déserteurs joints à la lie de la population pillèrent, tuèrent, assouvirent de hideuses vengeances. Le 21 au matin, l'arrière-garde russe sortait de Riga et les Allemands y pénétraient.

Les différentes périodes de la bataille.

La bataille de Riga a duré cinq jours du 19 août-1^{er} septembre. Elle peut être divisée en trois périodes : 1, du 19 au 21, les Allemands, après le "coup d'artillerie" décrit dans notre première article, forcent d'un bond la Dvina et la rivière Petite-Egel; puis ils entrent dans Riga. La 186^e division, écharpée, leur oppose une résistance des plus honorables, et l'on compte tenir sur la Grande-Egel. Mais là, le soir du 21 août, à Valdenrode, une division de réserve, effrayée à l'avance par le tumulte de la bataille, est frappée de panique et recule en désordre. Il se produit une série de mouvements confus, convulsifs, dans lesquels certaines unités russes montrent un héroïsme merveilleux pendant que d'autres s'enfuient sans combattre, propagant au loin le vent de la débâcle. Des régiments sibériens, jusqu'alors en position à l'ouest de Riga, marchent vers Uxkull dès le 19; ils traversent la ville la nuit et leur colonne, le matin du 20, sous le feu de l'artillerie allemande, est par surcroît bombardée par une véritable nuée d'avions blindés qui la criblent de projectiles. La colonne sibérienne marche cependant en ordre; elle a confiance; elle se déploie, elle comprend qu'elle va prendre en flanc les Allemands en les attaquant de l'ouest vers l'est; le bruit court dans ses rangs que ces mêmes Allemands, assaillis au même moment du sud-est vers le nord-ouest, vont ainsi se trouver pris entre deux feux. Les Sibériens rencontrent un flot de fuyards de soldats débandés; par des reproches et des menaces, ils s'efforcent de les ramener; ils y parviennent quelquefois. L'armée allemande, partie d'Iloukst, n'est pas nombreuse, mais son artillerie, dont le tir est corrigé par les indications d'un essaim d'aviateurs fait des ravages. Toujours l'artillerie, toujours la technique! Ah! n'incriminez pas à la légère le pauvre fantaisme russe!

Cette armée allemande, qui marche du sud au nord d'Uxkull à Valdenrode, présente son flanc droit à tout le dispositif russe de la Dvina, n'est qu'à trente-cinq verstes de là! Est-ce qu'une armée russe partie de Friedrichstadt ne va pas (comme le croient les Sibériens qui arrivent de l'ouest de Riga) venir attaquer les assaillants entre les deux Egel? Non, rien ne se débraille à Friedrichstadt. Rien ne part de Venden! Mais alors, où sont les troupes? La Russie dispose, tout le monde le répète, de plusieurs millions de soldats. Et finalement, elle cède, sans contestation, parce que sa 186^e division a été écharpée à coups de canon et qu'une autre a fui. Où sont les réserves stratégiques de l'ennemi? Il faut bien que quelque chose d'incroyable se soit passé puisque le "Novosti Vremia" lui-même, journal tout dévoué au haut commandement et considéré même comme le champion de la réaction, a publié alors ces remarques :

"Notre état-major savait quel allait être le rayon d'attaque des sept divisions allemandes et il n'entreprit rien pour y parer. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'ennemi, faisant d'énormes pertes, ait pu enlever une partie de notre armée pour que la catastrophe devint inévitable. Nous avions dit tout cela à l'avance. Une division a été écharpée, et alors les mieux préparés de tous nos remparts ont été perdus."

Je ne prends point parti dans cette controverse, mais je constate que l'existence que prouve qu'il ne faut pas, désormais, tout chercher à expliquer par la propagande marini-

Cependant, la rupture du front de la Grande-Egel avait créé un grand péril; deux colonnes se retiraient de Riga vers l'est-nord-est; l'une le long du railway par Rodenpois, Kitzenberg et Zegebold, l'autre plus au sud par Bider. L'ennemi, de Valdenrode, se mit à canonner le flanc droit de ces deux colonnes, qui tour à tour furent atteintes de fuyards et de pillards jusqu'à Venden, et même, véhiculée par les trains pris d'assaut, jusqu'à Pskov...

La deuxième période de la bataille commençait. L'ennemi, ayant enfoncé la ligne défensive Rodenpois-Kitzenberg et coupé aussi le railway Riga-Venden, attaqua en queue et en flanc les Russes, incapables de résister entre la Grande-Egel et l'Aa. L'ennemi arrivait, le 22 au soir, sur la Basse-Aa, à Abranti, un peu tard pour empêcher les Russes de franchir la rivière; ceux-ci, déjà, commençant à se reprendre et à se concentrer autour du lac Doun. L'autre partie de l'armée russe, qui avait suivi le railway vers Venden, à fortifier le quart de cercle conquis à

Sacrifice Héroïque

A demi perdu dans la masse des informations de la Gazette de Londres se trouve le récit qu'on va lire. Il est raconté avec les termes froids et mesurés des récents officiels, mais la grandeur du sacrifice qu'il raconte n'en ressort pas moins. Il mérite de retenir l'attention même à cette heure où les actes de dévouement et de courage chevaleresques frissonnent.

Ce récit est le simple exposé des motifs en vertu desquels le capitaine Charles Henry Anderson, élève du 14^e régiment de Londres, reçut la médaille Albert de première classe. Ce héros, en novembre dernier, tomba au champ d'honneur, quelque part en France, et le récit officiel de sa mort se lit comme suit :—Le 28 novembre 1916, le capitaine Anderson, se trouvait avec onze de ses camarades, dans un abri, en France. Accidentellement, l'ennemi tira et fit sauter une bombe qui fut retirée. Dans la demi-obscurité, il aperçut ses camarades de ce qui venait d'arriver. Il se précipita vers la porte et tenta de l'ouvrir pour lancer au loin l'engin de mort.

N'y parvenant pas et jugeant que les cinq secondes au bout desquelles la fusée devait provoquer l'explosion étaient sur le point d'expirer, il tint à deux mains la bombe, tout près de lui, de manière à protéger de son corps ses camarades contre la déflagration. Anderson et un de ses camarades furent blessés mortellement et cinq autres furent atteints moins gravement. Cinq hommes s'en retournèrent sains et saufs. Anderson sacrifia sa vie pour sauver celles de ses camarades.

Quand l'Histoire ouvrira le testament empourpré de cette guerre sanglante...

Chaque homme et chaque femme qui y aura joué un rôle, aura son nom inscrit au testament de l'Histoire.

Il est possible que votre nom ne se trouve pas parmi ceux des immortels.

Mais de grâce et pour les hommes comme Anderson, faites en sorte qu'au moins il soit inscrit parmi les noms de ceux qui ont mis leur argent à la disposition de leur pays.

Sera-t-il dit que le Canada aura sacrifié la vie de ses enfants en vue de la victoire, mais qu'il n'a pas voulu prêter l'argent qu'il fallait pour vaincre?

Émis par le Comité de l'Emprunt Canadien de la Victoire en coopération avec le ministre des Finances de la Puissance du Canada.

105

Il y avait ce soir-là des combats d'arrière-garde entre Kitzenberg et Zegebold. L'ennemi ne pousse déjà plus très à l'ouest. On se retranchait activement dans des positions escarpées. Mais, au fait, où se trouvait la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

La troisième phase de la bataille commence le 24 août-6 septembre, quand l'armée russe, en aucun point, ne présente plus à l'ennemi le flanc; elle a déjà reconstitué un front continu qui partant du golfe le long de la rivière Intsoupe, décrit un arc de cercle jusqu'à Ligat (station du railway Riga-Venden). Ce front passe ensuite à Klingenberg, Kastrian, Pakous et des pluies torrentielles se mettent à tomber. Les éléments de défaut de quelques divisions fraîches qui attaqueraient résolument, prennent la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

Le 24 août-6 septembre, quand l'armée russe, en aucun point, ne présente plus à l'ennemi le flanc; elle a déjà reconstitué un front continu qui partant du golfe le long de la rivière Intsoupe, décrit un arc de cercle jusqu'à Ligat (station du railway Riga-Venden). Ce front passe ensuite à Klingenberg, Kastrian, Pakous et des pluies torrentielles se mettent à tomber. Les éléments de défaut de quelques divisions fraîches qui attaqueraient résolument, prennent la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

Le 24 août-6 septembre, quand l'armée russe, en aucun point, ne présente plus à l'ennemi le flanc; elle a déjà reconstitué un front continu qui partant du golfe le long de la rivière Intsoupe, décrit un arc de cercle jusqu'à Ligat (station du railway Riga-Venden). Ce front passe ensuite à Klingenberg, Kastrian, Pakous et des pluies torrentielles se mettent à tomber. Les éléments de défaut de quelques divisions fraîches qui attaqueraient résolument, prennent la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

Le 24 août-6 septembre, quand l'armée russe, en aucun point, ne présente plus à l'ennemi le flanc; elle a déjà reconstitué un front continu qui partant du golfe le long de la rivière Intsoupe, décrit un arc de cercle jusqu'à Ligat (station du railway Riga-Venden). Ce front passe ensuite à Klingenberg, Kastrian, Pakous et des pluies torrentielles se mettent à tomber. Les éléments de défaut de quelques divisions fraîches qui attaqueraient résolument, prennent la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

Le 24 août-6 septembre, quand l'armée russe, en aucun point, ne présente plus à l'ennemi le flanc; elle a déjà reconstitué un front continu qui partant du golfe le long de la rivière Intsoupe, décrit un arc de cercle jusqu'à Ligat (station du railway Riga-Venden). Ce front passe ensuite à Klingenberg, Kastrian, Pakous et des pluies torrentielles se mettent à tomber. Les éléments de défaut de quelques divisions fraîches qui attaqueraient résolument, prennent la défense de la grande Russie désemparée. Dans le golfe de Riga, deux ou trois sous-marins allemands ont réussi à s'introduire et viennent canonner des villages côtiers et quelques groupes de troupes cheminant près des grèves.

désordre, abandonnant des prisonniers, des mitrailleuses et toutes leurs voitures. La reconnaissance russe les talonna encore sur un espace de quelques verstes. Le 3/6 septembre, les reconnaissances russes du front de Riga rencontrèrent les avant-postes ennemis sur une ligne qui, partant du golfe, sur la rivière qui, passant à Engelhardshof, sur l'Aa, puis à Kronenberg, Lembourg, Pakous pour aboutir à la Dvina. Encore les Allemands ne se retenant-ils pas sur cette ligne. D'après les dires des prisonniers, c'est à 20 ou 25 verstes plus à l'ouest qu'ils contrainrent actuellement leur front nouveau, destiné à la défense éventuelle de Riga. Telle était la situation le 3/6 septembre.

Ludovic Naudeau.

Un accident de tramway.

On signale une terrible rencontre de tramways vicinaux entre Bruxelles et Villers-la-Ville. Il y a 19 morts et une quarantaine de blessés.

LE "CANADA" PUBLIERA MARDI, 20 NOV., UN NUMERO EXTRAORDINAIRE

A l'occasion du 76e anniversaire de Sir Wilfrid Laurier, "LE CANADA" publiera MARDI, LE 20 NOVEMBRE, un numéro rempli d'illustrations et d'articles variés sur la vie et les oeuvres de l'illustre homme d'Etat. De plus, il contiendra des témoignages d'estime et d'attachement au vénéré chef du parti libéral de la part des candidats et des organisateurs libéraux de tout le pays. — Ce numéro extraordinaire du "CANADA" devrait se trouver dans toutes les familles de notre province; ce sera un souvenir précieux à conserver.

Les Conventions Libérales sont terminées dans le District de Montréal

AVEC LES DEUX CONVENTIONS DE SAINT-ANTOINE ET SAINT-LAURENT-SAINTE-GEORGES, LA LISTE DES CANDIDATS DE SIR WILFRID LAURIER DANS NOTRE DISTRICT EST COMPLETE

MM. S. C. MUNN ET W. J. HUSHION SONT CHOISIS

LE TRAVAIL ORGANISE DE LA PROVINCE ENDOSSE TOUTES LES CANDIDATURES LAURIERISTES

POURQUOI MONSIEUR BALLANTYNE NE VA-T-IL PAS AU FRONT ?

La liste des candidats de Laurier dans les quarante-deux circonscriptions électorales du district de Montréal, s'est close hier soir, par la tenue des conventions de St-Antoine et de St-Laurent-Saint-Georges, dans la cité de Montréal, toutes deux unanimes et enthousiastes dans le choix de leurs futurs représentants au Parlement fédéral. Lundi prochain, jour de la nomination, Sir Wilfrid Laurier aura des candidats dans chacune des soixante-cinq comtés de la province de Québec.

La convention de St-Antoine, qui eut lieu à la salle Nault, rue Guy, sous la présidence d'honneur de M. le sénateur J. P. B. Casgrain et la présidence active conjointe de MM. Patrick Lloyd et L. E. Simoneau, a élu M. l'évêque W. J. Hushion pour faire la lutte au "BOTTIER" militaire et profiter de guerre qui a nom Sir Herbert Ames. La convention de St-Laurent-Saint-Georges, tenue au Club de Réforme, sous la présidence conjointe de M. le sénateur Béique et de M. le Dr Finnie, député à la Législature, a élu M. S. C. Munn, pour terrasser le fougueux colonel C. C. Ballantyne qui ne vit jamais les tranchées de France que des rives sûres et éloignées de Grande-Bretagne.

Remarquables surtout par l'enthousiasme et l'union qui y régnèrent du commencement à la fin, ces deux conventions font déjà entrevoir, pour le 17 décembre prochain, une victoire éclatante pour la grande cause libérale, la cause du peuple.

Les deux candidats ont affirmé leur décision de mener avec énergie la lutte de la démocratie et de la liberté contre l'autocratie et l'oppression, et de ne pas désarmer avant qu'ils n'aient balayé de leurs comtés respectifs les deux millionnaires qui se sont enrichis au moyen de spéculations honteuses sur le travail et la faim du peuple et de rendre à celui-ci son droit à la souveraineté et au respect de ceux qui le gouvernent.

Un appoint précieux apporté hier soir par M. Sam. McGuire, au Club de Réforme, c'est l'endossement par le travail organisé de toutes les villes de la province, des candidats de Sir Wilfrid Laurier. La classe ouvrière a compris, elle aussi, que le salut de la nation doit être remis entre les mains du grand Canadien, Sir Wilfrid Laurier.

Dans St-Antoine, MM. le sénateur Casgrain, Charles Quéry, J. H. Prévoist et dans St-Laurent-Saint-Georges, MM. S. C. Munn, le candidat, et le Rev. T. O. Burke, ont prononcé d'énergiques et vibrants discours dont nous donnons ci-après la substance

DANS SAINT-ANTOINE

M. LE SENATEUR CLORAN

M. le sénateur Cloran annonce que Sir Wilfrid Laurier ratifie le choix que fait librement la convention des électeurs de St-Antoine.

Le candidat de St-Antoine n'est plus choisi parmi les gros bonnets de la rue Sherbrooke, mais parmi le peuple. (Appl.)

La "Gazette" et son reporter subissent, aux rires de l'assistance, la ironie de M. Casgrain qui excelle à administrer des corrections sans qu'on s'en doute.

Entrant aussitôt dans le vif de son sujet, la critique du gouvernement tory, l'orateur rappelle ensuite l'assemblée libérale monstre de Toronto, à peine le temps de dire quelques mots de la façon dont le gouvernement prépare ses élections en achetant la conscience des hommes politiques et en baillant la presse de Toronto, que M. Hushion, le candidat qui vient d'être choisi, fait son entrée aux acclamations de la salle.

M. Hushion, pris par surprise, ne peut que remercier et dire qu'il accepte la lutte qu'il mènera jusqu'au bout.

Puis, M. le sénateur Casgrain reprend son discours et annonce que ce soir, dans tous les comtés de la province de Québec, il y a des candidats de Laurier. Cette déclaration est applaudie à l'outrance.

Puis, M. Casgrain revient à sa critique contre le gouvernement, dénonce à nouveau ses scandales, fustige Borden, Sam Hughes, Sifton, Mackenzie et Mann, Ballantyne et de sang humain. Les unionistes lui fournissent amplement matière à s'indigner.

Entre autres scandales, il insiste surtout sur celui des boîtes à semailles de carton fournies à nos soldats par Ames & Cie, la fabrique dont Sir Herbert Ames est le propriétaire, le candidat unioniste dans St-Antoine.

L'auditoire témoigne énergiquement sa réprobation.

M. Casgrain passe ensuite succinctement en revue le scandale des fusils Ross et accuse formellement le gouvernement d'être responsable de la perte et de la mort de milliers de soldats canadiens, entre les mains de qui il persistait à placer la carabine Ross. L'orateur conclut que les soldats qui ont souffert ne voteront pas pour le gouvernement qui est la cause de tout le mal.

C'est ensuite l'affaire du Nord-Canadien, véritable raid de financiers assoiffés d'or sur le trésor de l'Etat et qui augmentent la dette du Canada de 600 millions. Incidemment, les noms de Sévigny et Blondin, tombés des lèvres de M. Casgrain, provoquent les huées et les exclamations ironiques de la foule. Flavelle n'a plus d'autre qualificatif que Lord Bacon, Hugh Graham, le propriétaire de "Star", ne trouve pas grâce, non plus, malgré ses millions de son titre acheté au prix que l'on sait.

Après s'être étendu longuement sur ce sujet du C. N. R., dont il dénonce l'achat par le gouvernement après tant d'autres, l'orateur soulève l'illustre général en reprenant l'histoire des pelles à trou, prétendue invention d'une sténographe de Sir Sam Hughes. Il termine par un appel à tous les électeurs de se rallier autour de M. Hushion, le candidat de Sir Wilfrid Laurier.

M. CHARLES QUÉRY

Il se doute que M. Hushion soit élu par une forte majorité, le 17 décembre, parce qu'il va défendre, dans le comté de St-Antoine ce que nos soldats défendent dans les tranchées: la liberté. (Appl.)

L'élection actuelle a créé un état de chose étrange. On est aujourd'hui le parti conservateur? On n'en entend plus parler. Le gouvernement

Borden se présente aujourd'hui devant le peuple en s'abritant d'un voile qu'on appelle "unionisme", dans le but de faire disparaître ses scandales immondes, sa pourriture et de laver ses créatures qui ont été les vampires de la nation canadienne.

Les Pharisiens d'autrefois n'avaient rien à envier à nos tories qui s'enveloppent du drapeau britannique. Alors comme aujourd'hui, c'est une race de vipères et d'hyppocrates.

Et aujourd'hui, nous sommes conduits par des trusts, par la "National Trust", par Mackenzie et Mann, Sifton, Bob Rogers, Flavelle, des hommes que le peuple a appris à connaître, qu'il a appris à détester; car ce sont eux qui ont fait souffrir le peuple en spéculant sur la faim et le travail des pères et des mères de famille. Que de larmes ont été versées! Tous les crimes sont punis. Le gouvernement Borden sera puni, le 17 décembre, pour ses crimes. (Appl.)

M. Quéry félicite la convention d'avoir choisi pour candidat un homme du peuple, car M. Ames, lui, est bien loin du peuple; c'est un "Win-the-War". Le peuple jugera tous ces hommes et leur dira: Nous en avons assez de toutes vos turpitudes et de vos scandales.

Il commente sur le vote des soldats: les soldats ont assez souffert, qu'ils sauront où mettre leur croix. Ils espèrent dans le vote des femmes; mais s'il est un être qui a souffert durant cette guerre, c'est la femme. Non, les femmes voteront de tout coeur contre ce gouvernement pourri.

Et ce sont ces hommes-là, qui se couvrent du drapeau britannique et nous reprochent de ne pas faire notre devoir, d'être déloyaux.

M. Casgrain ayant dit que M. Borden était peut-être un bon garçon, M. Quéry reprend le thème et affirme qu'un bon garçon, à force de faire le mal devient criminel.

Puis c'est au tour de Bob Rogers, qu'un tour de main l'orateur deshabille de la tête aux pieds et montre dans toute sa hideur à l'auditoire qui y ajoute ses cris d'indignation.

Et c'est en 1917, que nous Canadiens, sommes gouvernés par une bande de vampires, de chenapans et de coquins de la pire espèce (Honte! Honte!)

L'époque de la réaction est arrivée. Il y a un homme à la tête du parti libéral qui est la plus grande et la plus belle personnalité du Canada, Sir Wilfrid Laurier. (Accl.)

Le voilà, l'ami véritable et sincère du peuple, le défenseur de ses droits et l'honnête homme qui chassera les vendeurs du temple et qui sera acclamé comme jamais il ne l'aura été, lui qui a consacré sa vie à la jeunesse du pays, à la prospérité nationale.

M. Quéry rappelle l'attitude de Sir Wilfrid sur la conscription, sa promesse, dans son manifeste, de suspendre l'opération de la loi, et de la soumettre au peuple. Si le peuple n'en veut pas, la conscription n'existera pas. (Appl.)

Dans cette élection-ci, le peuple va voter pour sauver sa peau, pour sauver sa patrie, car c'est le peuple qui est le maître, ce ne sont pas les autocrates. Ce que nous voulons, c'est que la liberté du peuple soit respectée par ceux qui le gouvernent.

Soyez tous des apôtres, des apôtres de Laurier dans votre comté; aidez les faibles, soutenez les forts, pour que le 17 décembre prochain revienne l'ère de prospérité d'autrefois, pour que la liberté renaisse au sein de la population canadienne, pour que le peuple soit souverain. (Accl.)

M. JOS. H. PREVOST.

M. Jos. H. Prévoist assure bien de l'ouverture de la campagne libérale dans Saint-Antoine.

Il s'attaque au gouvernement unioniste qu'il dissèque; union de millionnaires, et lui oppose le parti libéral, parti démocrate s'il en est, ami du peuple, auquel s'unissent aujourd'hui nationalistes et conservateurs bien pensants.

L'orateur tranche par l'originalité de son incursion dans le menu de M. Hanna qu'il lit d'après le "Standard" de Montréal, passant en revue les divers menus de chaque repas, pour tous les jours de la semaine, et provoquant l'hilarité de la salle.

Et il en tire des conclusions peu flatteuses pour le contrôleur des vivres, Hanna et le gouvernement.

L'orateur tombe ensuite à bras raccourcis sur Sir Herbert Ames qui a réalisé des profits de 124 p. c. sur ses contrats de bottes. Il fait un vibrant éloge du candidat, M. Hushion, ami du peuple, et qui marchant sur les traces du grand chef, Sir Wilfrid Laurier, se fera le défenseur de la justice et de la liberté. (Accl.)

L'assemblée se disperse en poussant trois hurrahs formidables à l'adresse de Sir Wilfrid Laurier et de M. Hushion.

DANS SAINT-LAURENT-SAINTE-GEORGES

M. S. C. MUNN.

La convention fait une grande ovation au candidat quand il se lève pour remercier les délégués de la marque de confiance qu'ils lui donnent. Il remercie aussi ceux qui se sont retirés en faveur de sa candidature, ce la prouve que l'union, règne chez les libéraux comme chez les conservateurs—avec la seule différence que chez ceux-ci, elle ne protégera que les intérêts des profiteurs de guerre, tandis que chez ceux-là, elle protégera les intérêts de la masse, comme d'ailleurs ils ont toujours fait.

Le candidat libéral compte que tous les électeurs du comté feront leur devoir en l'appuyant, c'est-à-dire en acceptant la politique de Sir Wilfrid Laurier, qui est appelé aujourd'hui à sauver le pays une seconde fois.

Il remercie ensuite M. Sam McGuire de la déclaration qu'il a faite. C'est une preuve que les libéraux peuvent compter sur la masse, parce que Sir Wilfrid Laurier et son parti ne sont pas du côté des exploités, des profiteurs de guerre, mais bien du côté de la classe qui peine et qui lutte, du côté de ceux qui seront appelés après la guerre, à porter le plus lourd fardeau de la guerre; et ils veulent rendre ce fardeau aussi léger que possible.

Après avoir déclaré que les tories régneront le kaiser en Allemagne, M. Munn passe à la question vitale qui est posée aujourd'hui devant le Canada, la violation de la Constitution canadienne par les autocrates que nous avons dans la capitale canadienne. Pour lui, les autres questions — la conscription, les vols, les turpitudes, les scandales, etc., bien qu'il faille les réprimer, passent en second lieu. La Constitution est la grande question qu'il faudra ébaucher au cours de la lutte et exposer au peuple, car, dans cette lutte, les conservateurs ne pourront pas imposer le baillon aux libéraux, aux défenseurs du peuple.

Les tories imposent au pays le service militaire obligatoire pour aller défendre la cause de la démocratie et de la civilisation. Ils déclarent qu'il faut à tout prix débarrasser le monde de l'autocratie prussienne qui le mène à la ruine.

Eh, bien, messieurs, continue l'orateur, cette autocratie existe chez nous, ne croyez-vous pas qu'il nous faut d'abord nous débarrasser de celle-ci pour aller ensuite attaquer

(A suivre à la page 7)

LES JUGES D'EXEMPTION N'ONT PAS LE DROIT DE REFUSER LES CERTIFICATS DE MEDECINS DE FAMILLE

NOMBRE DE JEUNES CONSCRITS SE PLAIGNENT A BON DROIT QUE LE CERTIFICAT DE LEUR PROPRE MEDECIN EST REJETE PAR LES JUGES

D'AUTRES JUGES FONT INJUSTEMENT RAPPORT PAR DEFAUT CONTRE DES CONSCRITS QUI LEUR EXPOSENT LEURS MOTIFS D'EXEMPTION, PAR EGRIET, PARCE QU'ILS NE PEUVENT SE PRESENTER PERSONNELLEMENT

D'AUTRES, ENFIN, SE LA COULENT TROP DOUCE ET OBLIGENT LES CONSCRITS A RETOURNER A LA PORTE QU'ILS TIENNENT BIEN CLOSE

Nous continuons à recevoir des plaintes de nombreux conscrits qui viennent nous faire part de leurs justes griefs, et nous croyons de notre devoir de faire écho à ces jeunes gens sans appui, que des juges d'exemption peu soucieux des ennuis et des inquiétudes qu'ils causent, traitent avec une injustice inqualifiable.

Il y a d'abord des juges d'exemption qui refusent, violent en cela les instructions qu'ils ont reçues, de prendre communication des certificats de médecins de famille que les conscrits apportent à l'appui de leur demande d'exemption pour motif de mauvaise santé. Ces juges, qui ne tiennent leur confiance que dans les médecins militaires, démontrent bien qu'ils ne connaissent pas grand chose. S'ils avaient, comme les conscrits, passé l'examen que font subir ces médecins, ils ne garderaient pas longtemps cette bonne opinion. Jamais des médecins ont fait preuve d'autant d'ignorance ou de mauvaise foi et le jour où on voudra avoir des preuves de ce que nous affirmons, nous pourrions en produire.

C'est pourquoi le "Canada" ayant pour l'appuyer la loi militaire, a conseillé aux conscrits de se procurer de préférence un certificat de leur médecin de famille, et voilà qu'aujourd'hui des juges d'exemption se faisant fi des règlements rejettent ces certificats. Et bien, nous leur disons qu'ils commettent là une injustice flagrante et au nom des conscrits nous protestons avec la plus grande énergie.

D'ailleurs, pourquoi les juges jetteraient-ils au panier les certificats de médecins de famille quand en vertu de l'art. 357 du "Memorandum for guidance of tribunals" pour le fonctionnement de la loi militaire ils doivent eux-mêmes exiger ces mêmes certificats de médecins de famille. Et si ces juges qui traitent ainsi savent lire, nous les référerons à cet article.

Nous apprenons de plus qu'il arrive encore que des conscrits qui se présentent aux bureaux d'exemption trouvent les portes closes. C'est encore une injustice pour ces conscrits qui sont dans l'obligation de perdre une demi et même une journée de travail pour se conformer à la loi.

Enfin, signalons une dernière exaction de certains juges. Sur l'avis que les conscrits reçoivent de M. Eug. Godin pour comparaitre il est dit que le conscrit peut se présenter personnellement, il peut exposer son cas par écrit et l'adresser aux juges. Or, il est arrivé que des conscrits qui ont fait de même se sont vu enregistrés comme n'ayant pas comparu, et se trouvent de ce fait classés comme déserteurs et peuvent être arrêtés.

Ces juges devraient recevoir instructions d'avoir à respecter la loi, sans quoi on devrait les démettre.

Nous n'insistons pas plus que cela aujourd'hui; nous reviendrons sur le sujet si on nous signale d'autres injustices. Si nos jeunes gens ont obéi à cette loi, qu'ils réprochent; ils faut qu'ils tiennent les juges respectent la loi; sinon nous les dénoncerons.

MESSE, SAMEDI, A L'HOPITAL STE-JUSTINE

Samedi matin à huit heures sera célébrée en la chapelle de l'Hôpital Ste-Justine, rue St-Denis, une messe pour les bienfaiteurs défunts.

Tous les amis de l'oeuvre sont cordialement invités.

UNIVERSITE LAVAL

FACULTE DES ARTS

Ce soir, à 8 heures précises.

Salle des promotions. Professeur Emile Chartier. Cours de pédagogie, 5e leçon: L'enseignement de la langue maternelle à l'école primaire, (suite). Cours supérieur, théorie.

REUNION DE CONDISEPLES

Hier midi, M. le Dr J. M. A. Valois de la rue St-Denis, recevait à dîner ses condisciples de classes au séminaire Ste-Thérèse. Assistaient à ces agapes intimes, M. le chanoine Arthur Papineau, supérieur du collège de St-Jean, M. l'abbé Noël Fauteux, curé de Tétréville, M. l'abbé Clévis Lacasse, curé de Ste-Madeleine d'Outremont; M. l'abbé Alexandre Gratton, curé de St-Joseph; M. l'abbé H. Lecourt, curé de Saint-Luc; le Dr A. Brosseau, de l'Hôpital Notre-Dame; M. Joseph Drouin, avocat et M. Arthur Lemont, rédacteur au Canada.

LES TRIBUNAUX CHOMERONT LUNDI

Sir Horace Archambault président de la Cour d'appel, l'honorable juge Archambault, président de la Cour supérieure, ont donné des instructions afin que lundi, les cours soient ajournées jusqu'à 2 hrs p.m., de façon à permettre à la magistrature et aux membres du barreau de participer en corps à la parade en faveur de l'Empire de la Victoire.

LES COURS DE PERFECTIONNEMENT A L'EGOLE DU PLATEAU

Les cours de perfectionnement institués par le bureau central des Ecoles Catholiques, et dont M. Y. Le Roux est titulaire, sont donnés à l'Académie Commerciale du Plateau le lundi à 5 hrs p.m. et le samedi à 9 hrs du matin. 191-2

UN NOUVEAU TRUC DE M. ALBERT SEVIGNY

Il veut obliger les ouvriers des usines de Sainte-Cunégonde à entendre ses discours.

Ca va mal pour M. Albert Sévigny, dans Saint-Henri—Westmount. Le candidat unioniste, (lisez tory), s'aperçoit évidemment que personne ne veut écouter ses diatribes harangues et pour pouvoir atteindre un auditoire, il a demandé aux manufacturiers de sa division la permission d'aller tenir des assemblées dans les cours de leurs usines et de forcer les ouvriers à écouter ses discours. Ainsi, nous apprenons de source autorisée qu'aujourd'hui, de midi à une heure, M. Sévigny, fera l'éloge de M. Borden à la manufacture Davidson, angle des rues Vinet et Albert, à Sainte-Cunégonde.

Les employés de cette manufacture ont été avertis d'être présents. Nous comprenons qu'il leur sera difficile, pour ne pas dire impossible d'assister.

Nous protestons énergiquement contre cet attentat à la liberté et cette influence indue.

DECES

RENOIT. — En cette ville, le 13 courant, à l'âge de 80 ans 2 mois, est décédé Adolphe Renoit, autrefois de Saint-Bruno. Le service funèbre aura lieu samedi, le 17 courant.

Le convoi funèbre partira de sa demeure, No 196 rue Sherbrooke Est, à 9 heures, pour se rendre à l'église du Sacré-Coeur où le service sera célébré et de là à St-Bruno, lieu de la sépulture. Les parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation. 191-1-D

BELANGER. — En cette ville, le 15 courant, à l'âge de 82 ans 6 mois, est décédé Mme Philomène Lord, épouse de Napoléon Bélanger. Le service funèbre aura lieu samedi, le 17 courant.

Le convoi funèbre partira de la demeure mortuaire, No 234 rue Saint-Hubert, à 7.30 heures, pour se rendre à l'église Saint-Arsène et de là au cimetière de la Côte des Neiges, lieu de la sépulture. Les parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation. 191-1-D

DE MARTIGNY. — En cette ville, le 15 courant, à l'âge de 41 ans, est décédé le docteur Adolphe de Martigny. Le service funèbre aura lieu samedi, le 17 courant.

Le convoi funèbre partira de sa demeure, No 224 rue Sherbrooke Est, à 8.30 heures, précises, pour se rendre à l'église Saint-Jacques, où le service sera célébré à 8.45 heures. L'inhumation aura lieu à Varennes. 191-1-D

PLACEZ VOS ASSURANCES FEU DANS LA COMPAGNIE

UNION ASSURANCE SOCIETY
(LIMITED, LONDRES, ANG.)
FONDÉE EN 1776 A.S.

HORACE J. LABRECQUE
AGENT GENERAL, DEPT. FRANCAIS.
260, RUE ST-JACQUES. TEL. MAIN 988.

THE ARBOUR HOTEL COMPANY LIMITED

Liquors et cigares de choix.
Repas réguliers à 35c

157 BOULEVARD ST - LAURENT

Chas. C. de Lorimier

TEL. BEL., EST 1284

Fleurs Naturelles et Artificielles.
160 RUE SAINT-DENIS - MONTREAL
(Près St-Montigny).
Spécialité: Tributes florales "naturo".

Sous-vêtements pour hommes qui désirent "une qualité supérieure" en fait de laine fine.



Si vous prenez le temps de marchander et de courir les occasions, vous pouvez obtenir des vêtements de qualité au prix marqué sur l'étiquette dans la poche des habits Semi-ready.

Mais vous perdez du temps, et vous perdez le style, la qualité et la satisfaction des complets bien faits.

Les complets Semi-ready sont taillés par des experts — que vous payez \$18, \$20, \$25, \$30, \$35 ou \$40, vous avez absolument la même qualité de laine et la même qualité de tailleur.

"Prenez garde" est en arrière de l'étiquette qui est dans la poche, pour que vous obteniez votre argent si l'habit ne fait pas bien.

Les Magasins R. J. Tooke

Où tout ce qui est gracieux et nouveau pour les hommes est exposé à profusion.